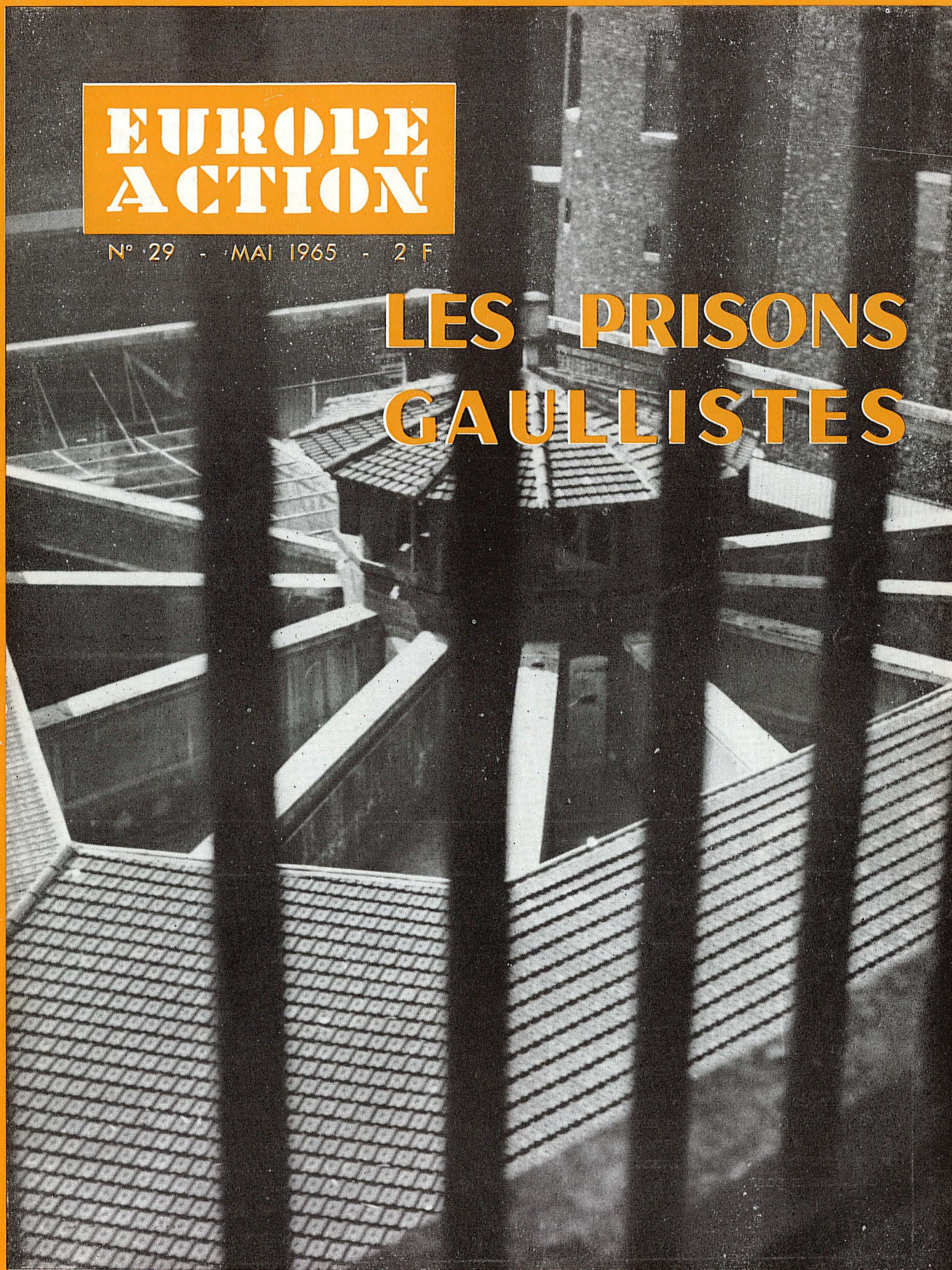


**EUROPE  
ACTION**

N° 29 - MAI 1965 - 2 F

# LES PRISONS GAULLISTES



## VIET-NAM, CARAIBES...

Là s'affrontent les deux géants atomiques : U.S.A. contre U.R.S.S.

Les canons ont remplacé les conférences. Mais que se passe-t-il dans les coulisses ?

Car la vraie bataille ne se livre pas à Da-Nang ou à Saint-Domingue. Là on fait couler le sang. Pendant ce temps le jeu continue dans les coulisses...

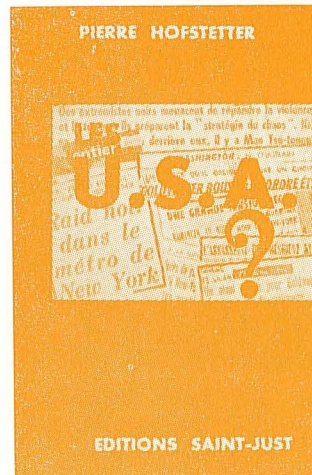
Dans les coulisses règnent les politiciens, les idéologues, les financiers, les états-majors.

La presse vous parle de combats de Da-Nang et de la révolution à Saint-Domingue, mais pas un mot des coulisses. Un jour, vous serez surpris de voir les Américains abandonner Saïgon, comme, onze ans plus tôt, les Français livrèrent Hanoï.

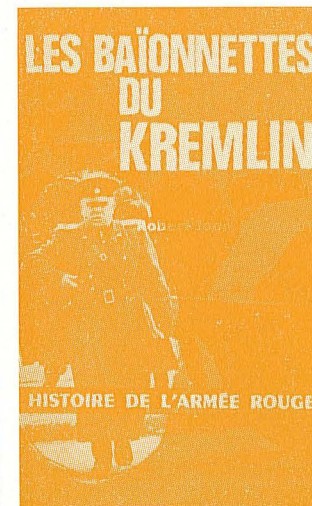
Cependant, pour qui connaît les coulisses, les forces réelles, leurs mobiles, l'avenir est facile à prévoir.

C'est pourquoi « Europe Action » a consacré deux « Cahiers » aux dessous de la politique américaine et à l'armée soviétique.

Il n'est pas possible d'ignorer aujourd'hui les forces qui nous entourent et pèsent sur notre destin. C'est un devoir de lire et de faire lire ces ouvrages clés. Il ne faut pas conserver la vérité pour soi.



On comprend la guerre du Viet-Nam et le coup de force de Saint-Domingue quand on a lu ce livre de Pierre Hofstetter. Il est parmi les meilleurs spécialistes des questions anglo-saxonnes. On dévore son livre qui nous apprend ce que nous ignorons des milieux dirigeants américains : l'influence des progressistes, la puissance des groupes financiers : l'influence des progressistes, pourquoi de la bizarre politique des U.S.A.



Le 26 juin 1953, Béria, chef de la police de Staline, est liquidé. C'est l'œuvre de l'Armée soviétique. Elle fait son entrée dans la vie politique. Depuis, elle est présente dans le Parti, dans l'Economie, dans la Diplomatie, au Gouvernement. C'est elle qui jugera l'emploi de l'arme nucléaire. Que sait-on d'elle en France ? Pas grand-chose. Robert-Jean Bradout, spécialiste des questions soviétiques la démasque dans cet ouvrage.

## SI VOUS CROYEZ CE QUE MONTRE LA TÉLÉVISION CET OFFRE NE VOUS INTERESSE PAS

Mais si vous en avez assez d'être trompé. Si vous désirez voir clair, vous voudrez lire ces 2 « cahiers » d'Europe Action.

A titre de propagande exceptionnelle, ces 2 ouvrages (12,80 F) vous seront envoyés contre 10 F seulement, franco de port, si vous passez commande avant le 31 mai. N'attendez pas.

### BON DE COMMANDE

A envoyer à « Europe Action »  
68, rue de Vaugirard Paris-VI<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 21-684-41

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

Désire recevoir les 2 « Cahiers » U.S.A.-U.R.S.S.  
au prix exceptionnel de 10 F.

le .....

# DIGNITÉ DE TRAVAIL

**L**E premier mai est la fête du Travail. Depuis 1942, les danses ont remplacé les bagarres. Dans les discours, on continue d'évoquer la dignité du Travail. On en parle même beaucoup trop. C'est comme la liberté, plus on la célèbre, moins il y en a. En vérité, le Travail est baffoué.

Chez Peugeot, un O.S.2 gagne dans une année moins du prix de vente d'une seule 404. En 1964 il a touché en tout 8.038 F. Ce salaire d'une année représente le prix d'achat d'un quart d'une pièce dans un immeuble neuf de deuxième catégorie. Mais l'intermédiaire qui vend cet immeuble, lui qui n'a rien créé, qui n'a rien produit, gagne en un mois ce que l'ouvrier gagne en un an.

La France d'aujourd'hui, à l'image des autres pays capitalistes, est le royaume des parasites. Ils ont multiplié et compliqué les circuits de distribution, afin de les contrôler et de devenir indispensables. La même lessive est présentée à la ménagère sous des marques différentes qui appartiennent au même financier. Seul le consommateur en fera les frais.

Non content de voler le travailleur, on l'insulte. Car c'est une injure au travail que la richesse provocante, étalée, des petits chanteurs au sexe incertain, à face de rat chevelu, que les marchands d'illusion sortent du néant, placent dans un monde doré, artificiel, inaccessible, destiné à la publicité de disques et de revues spécialisées.

C'est une insulte au Travail que les mœurs de cette classe de parasites, dont les membres, en une soirée, dépensent ce que le travailleur gagne en un mois.

C'est une insulte au Travail que ce « Tiercé », inventé comme drogue miracle. Ce « Tiercé » qui est le symbole même d'une société, où l'argent, valeur suprême, n'est pas le résultat d'un effort ou d'une création, mais d'un coup de chance ou d'une combine supérieure.

L'escroquerie de Pouillon, qui spécula sur le besoin de logement de ses compatriotes, devient un atout publicitaire pour sa réapparition dans la « société parisienne ». On ne lui reproche pas d'avoir trompé et volé des centaines de familles pour faire danser le tout-Paris. On lui reproche de s'être fait prendre.

Cette société récompense la spéculation au détriment du Travail, le verbiage au détriment de la création. Elle repose sur l'exploitation des producteurs par les parasites. La dignité du Travail passe par l'écrasement des seconds. C'est un problème politique.

D. V.

Les sous-développés  
lisent

« Révolution africaine »

Les Européens  
lisent

« REVOLUTION  
EUROPEENNE »

Revue mensuelle (2 F).  
Ecrire : Claude Nancy, 33,  
square du Castel Fleuri,  
Bruxelles 17. Belgique.

Egalement en vente à  
la **LIBRAIRIE DE  
L'AMITIE**, 32, rue  
Cassette, Paris - VI<sup>e</sup>

**Denise TROGNEE**  
achète

Meubles, bibelots,  
tableaux, argenteries  
EXPERTISES ET PARTAGES  
DE SUCCESSION

83, rue Legendre,  
**Paris 17<sup>e</sup>**  
10 à 18 h. — Tél. 228-07-11  
Le soir : 647-78-87

**DISQUES  
ALLEMANDS**

Variétés - Folklore - Classiques

documentation sur demande

**La maison du disque**  
Haguenau (Bas-Rhin)

**Vrais vins de vigneron  
Eau de vie de pays**

**ANDRE DELACHAUX**

171, rue du Général-Leclerc  
Marlotte (S.-&M.)

Tél. : 931-90-11

Pur rhum distillé  
à la Guadeloupe

**La Bretagne Réelle**

**CELTIA**

Tribune libre bretonne

Merdrignac, 22 (Côte d'Ar-  
mor).

Abt : 10 F. Complet : 35 F.  
C.C.P. 754-82 Rennes

Spécimen : 32 p. contre  
1 F. (178 n<sup>os</sup> parus)

Druidisme et Nature : 3 F.

Pensées d'un Jeune Natio-  
naliste : 4 F.

Celtisme et National-socia-  
lisme : 1 F.

# INDICATIFS

## UN MONDE

## FAUX, FAUX, FAUX...

### COMPREHENSION

Le 12 avril, Eduardo Frei, Président du Chili, écrivait à De Gaulle : « ...L'entreprise dans laquelle je me suis engagé et dont le but est de réaliser dans mon pays un développement économique accéléré exige une telle compréhension. Votre lettre si suggestive a été accueillie avec une grande satisfaction... » M. Frei sait remercier en termes convenables les largesses de l'Etat gaulliste, prélevées sur les contribuables français...

### DEVELOPPEMENT

La presse vient d'annoncer la création d'une « Ecole des Aides Sanitaires et Sociales Algériennes », (A.S.A.) à Gennevilliers, pour les Fellagha résidant en France. Cette école officielle de l'Etat F.L.N. fonctionnera bien entendu avec la bénédiction de Christian Fouchet, « Ministre » de l'Education Nationale. Pendant ce temps, notre pays manque d'écoles et d'universités...

### VAMPIRE

Le « Vampire de Dusseldorf » est un film érotico-marxiste dû à Robert Hossein. Malgré une publicité tapageuse, cette pâle copie du « Moerder » de Fritz Lang ne fait pas les beaux soirs des salles parisiennes. C'est évidemment de la faute à Hitler

si Robert Hossein devient vampire. Là est la signification de ce film obscur. Cette médiocrité mise au service de l'idéologie fait se pâmer d'aise les vingt personnalités religieuses qui établissent la cote cinéma au point de vue catholique : le « vampire de Dusseldorf » est affublé de l'indice 4A : « moral et recommandé aux familles ».

### MUSIQUE

Abstrus, obscur et confus, l'expressionnisme de la pensée Theillardienne s'ouvre aux flots de l'harmonie : « ...Ce qui venait était le cœur mouvant d'une immense subtilité... Arme ton bras, Israël ! Je te salue, cristal limpide dont est tirée la Jérusalem... » De l'« Hymne à l'Univers », André Jolivet vient d'extraire une cantate intitulée « Le cœur de la Matière ». Même « Le Monde » n'est pas convaincu de sa qualité musicale. C'est tout dire.

### ANTIRACISME

« Haines », le film du cinéaste Losey chassé des U.S.A. en 1952 pour soviétophilie avérée, est présenté au cinéma « Le Racine ». Cette production met en scène un métis mexicain accusé faussement d'agressions et de viol. S'il est victime d'une fausse accusation, prétend Losey, c'est parce qu'il est métis. Moralité : un homme de

couleur ne peut être un criminel. Seuls les Blancs... C'est ce que l'on appelle un film « antiraciste ».

### BON DEBUT

Voici quelques années, Boris Vian, que redécouvrent certains critiques bien orientés, avec des larmes attendries, défrayait la chronique avec un roman à sensation. « J'irai cracher sur vos tombes » contait, avec grande précision, les prouesses d'un métis américain, qui se défoulait sur les jeunes filles blanches passant à portée de sa convoitise. Un garçon ayant débuté dans d'aussi bons sentiments ne pouvait être tenu ignoré du public.

### CARAIBES

« ...Il est bien difficile de faire passer l'ancien président Juan Bosch pour un communiste », affirme M. Niedergang dans le « Monde » du 30 avril, en commentant les événements de Saint-Domingue. Et il ajoute : « Le Président Kennedy tenait Juan Bosch en grande estime ». Ça n'est pas tout à fait l'avis d'un homme qui l'a bien connu, à une époque que Juan Bosch n'aime guère évoquer.

Dans la « Légion des Caraïbes », un livre tout récent paru dans la collection « Action », et qui fait grand bruit, Paul Walton, qui a vécu aux côtés des différents agitateurs d'A-

## 12 et 13 mai - à la Librairie de l'Amitié, 32, rue Cassette exposition - vente des œuvres des patriotes emprisonnés

mérique latine, nous montre un Juan Bosch bien différent. Il raconte comment en 1951 Moscou désigna Bosch et un certain Paul Warren comme « directeurs » de la « Légion des Caraïbes », principal outil des insurrections communistes en Amérique centrale.

### PICASSO

Picasso a mauvais caractère et n'aime pas qu'on le rappelle. Le peintre prestigieux, ami du Parti, s'est fâché tout rouge à la lecture d'un gros bouquin consacré à sa vie intime. L'auteur en connaît un bout puisqu'il s'agit de son ancienne amie, Françoise Crilot. Le Tribunal de la Seine n'a pas donné suite à la plainte du « maître » bien que « certains passages du livre, certaines anecdotes, montrent Picasso complaisant à l'égard de lui-même, indifférent aux autres, trop pénétré de sa propre valeur, insuffisamment détaché des intérêts financiers, parfois malveillant et injuste à l'égard de ses confrères ». Un type sympa. Non ?

### EDGAR

Le 14 avril, à Tokyo, avant d'être reçu par Sissaku Sato, le Premier Japonais, Edgar Faure, l'ambassadeur de De Gaulle auprès du Tiers Monde pro-



A l'occasion du débat sur le budget de la Santé Publique au Parlement, il a été établi que 2.500.000 vieux travailleurs doivent essayer de vivre avec 1.600 F (160.000 anciens francs) par an. Cette somme est aujourd'hui portée à 1.700 F, elle sera peut-être portée à 1.800 F en juillet prochain. Le comité catholique contre la faim ferait peut-être bien d'intéresser le public à la faim des vieillards français qui, elle, est une réalité. Au moins les donateurs verraient-ils le résultat tangible de leur générosité. Mais peut-être ne désire-t-on pas collecter des sommes dont on pourrait facilement contrôler l'utilisation...



LA FAIM ? N'EXAGÉRONS RIEN !  
Une bonne affaire pour certains

gressiste, a déclaré sa conviction personnelle absolue : le Viet-Kong n'est pas communiste : c'est tout au plus « un mouvement national et populaire qui a choisi l'idéologie socialiste ». Il bénéficie du soutien communiste, mais n'est nullement influencé par lui. C'est tellement évident ! Aussi évident que les démentis dont Edgar se cuirasse quand il va représenter les produits gaullistes en Chine ou en Egypte.

### ENTENTE

Certains qui s'étaient rejouis un peu vite des mesures prises par Mgr Vuillot contre certains dirigeants de la J.E.C., par trop compromettants, ont dû déchanter. Le même Mgr Vuillot, quelques jours plus tard condamnant avec une extrême sévérité les intégristes tandis qu'il exprimait son total soutien à l'abbé Michonneau, collaborateur de « Témoignage chrétien », qui avait été vigoureusement pris à parti par Michel de Saint-Pierre. Dans le même temps, à Rome, le pape Paul VI reçoit amicalement le marxiste Pietro Nenni et à Salzbourg le cardinal Koenig, président du secrétariat romain pour les non-croyants, participe à la rencontre de 200 théologiens et théoriciens marxistes venant de pays communistes.

## Jeudi 20 mai - à 21 h - Tous à la Mutualité

## CE QUE VEUT LA C.G.T.

La crise sociale de l'automobile, prévisible depuis longtemps, a éclaté. Comme d'habitude les syndicats officiels, C.G.T. en tête, pratiquent le petit jeu du « retenez-moi ou je fais un malheur ». Le syndicat communiste se garde bien de dénoncer les véritables causes de la crise, car il faudrait attaquer la politique du régime : le blocage des investissements nécessaires, les privilèges accordés à la finance internationale, le gaspillage de l'argent Français chez les sous-capables, l'écrasement des salariés par une fiscalité démentielle. La C.G.T. n'a qu'une seule consigne : ne pas gêner De Gaulle. Celui-ci travaille pour les soviétiques à l'extérieur et favorise le P.C. à l'intérieur. Les nantis de la C.G.T. voient venir le jour où la France connaîtra les délices du syndicalisme soviétique, dont Robert-Jean Bradout nous livre le visage. Voici donc à quoi rêvent les bonzes de la C.G.T. : le paradis des exploités.

DE 1917 à 1932, les congrès syndicaux étaient un événement dans la vie soviétique ; on y discutait syndicalisme, économie et aussi politique. Pendant vingt ans, aucun Congrès syndical ne fut réuni : le IX<sup>e</sup> se tint en 1932 et le X<sup>e</sup> en 1949.

Depuis, les Syndicats sont devenus de plus en plus des appareils de l'Etat. Si bien que le cercle des questions à débattre au Congrès se restreint et se réduit au même thème : la réalisation du Plan sacrosaint. La productivité passe toujours, et sans discussion, avant les intérêts des travailleurs ! Dégradation qui illustre la déchéance du rôle du syndicalisme en U.R.S.S., sa signification.

On comptait au dernier Congrès, 4001 délégués représentant 68 millions de syndiqués. De tous les congrès, ce XIII<sup>e</sup> est numériquement le plus important.

Si l'on s'en tient aux statistiques officielles, les ouvriers sont en augmentation : 315 au X<sup>e</sup> Congrès, 421 au XI<sup>e</sup>, 468 au XII<sup>e</sup> et aujourd'hui, 2005. Mais cette énorme progression ne doit pas faire illusion. En effet, si pour les X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> Congrès, les ouvriers étaient effectivement de vrais ouvriers, des « travailleurs de choc », des « novateurs de la production », il n'en va pas de même pour le XIII<sup>e</sup> Congrès, car ces 2005 syndicalistes qualifiés ouvriers, ainsi que l'expliquent la « Pravda » et le « Troud », « ont été élus délégués au Congrès, comme meilleur représentants de la classe laborieuse et de l'intelligentsia soviétiques, ceux qui ont mérité, par leur travail, les plus

hautes récompenses du gouvernement ».

Autrement dit, on ne voit pratiquement plus de délégués simples ouvriers dans les congrès syndicaux, attendu qu'y prédominent les fonctionnaires de l'appareil du parti, des ministères, des syndicats ; comme l'atteste, d'ailleurs, le haut niveau d'instruction des délégués. L'instruction est réservée, même en Union soviétique, à une infime minorité : 69 p. 100 d'entre eux ont fait des études supérieures. Ainsi, parmi les 42 rapporteurs, on ne mentionnait pas un seul ouvrier.

Voilà donc des cadres qui constituent 60 p. 100 des délégués, bien que ne représentant que 15 p. 100 des syndiqués !!!

Le prétendu syndicalisme soviétique a réduit le rôle de l'ouvrier au profit du bureaucrate.

Le principal événement de ce Congrès a été l'adoption du nouveau Statut des Syndicats de l'U.R.S.S. Il commence par dire — ce que ne faisait pas l'ancien — qu'ils accomplissent leur travail sous la conduite du P.C. Et le rapporteur A. Boulganov, a pris soin de préciser que ce Statut incarne « l'Orientation léniniste du parti vers l'accroissement du rôle des syndicats dans la lutte pour le communisme ».

Voilà au moins qui a le mérite de la clarté ! Nous retiendrons encore deux textes caractéristiques de la nouvelle orientation qu'impose le nouveau Statut. Dans une « Adresse au P.C. de l'U.R.S.S. », les congressistes, à l'unanimité, déclarent : « Tout le travail de notre

Congrès s'est déroulé sous le signe du renforcement de la lutte des syndicats pour l'exécution des tâches assignées par le Parti ». La presse soviétique, de son côté, caractérise ainsi ce Congrès : « C'est une mobilisation des masses pour le succès des Plans de l'édification du communisme ».

En bref, les syndicats sont les auxiliaires de la nouvelle bourgeoisie dirigeante.

SI L'on traite largement des devoirs des syndiqués, le Statut ne dit rien des droits. Rien n'est prévu contre l'employeur qui ne respecte pas les conditions d'un contrat collectif. Rien contre qui transgresse la législation du travail. Pas un mot non plus sur la sécurité des travailleurs. Quant à la grève, elle est proscrite, considérée comme sabotage de la production et perturbation de la discipline du travail.

Mais il y a plus grave. On lit, en effet, dans le Rapport général défendu par le président, V. Grichine, approuvé par l'assemblée : « en collaboration avec d'autres organismes et services ministériels, nous avons élaboré et soumis au gouvernement des propositions relatives aux mesures à prendre contre les perturbateurs de la discipline et en premier lieu la réduction d'office de leurs congés payés.

Voilà qui est une véritable trahison du syndicalisme. Cette nouvelle proposition renforce singulièrement l'administration des entreprises, car la notion de perturbation est évidemment des plus extensibles, d'après le vocabulaire soviétique, qui véhicule toujours autant l'équivoque ! On retiendra, encore qu'à peine voté, le nouveau Statut était déjà violé : en effet, le Secrétariat (donc les postés-clés) a été reconduit dans la proportion de 90 p. 100, alors que le Statut qui venait d'être adopté prévoit, pour assurer la transmission des responsabilités, que l'effectif doit être, à chaque Congrès, renouvelé de moitié...

Ainsi, les syndicats, soumis au Parti et à l'Etat soviétique, sont incapables de représenter et de défendre les travailleurs. En U.R.S.S., le syndicalisme est fait pour mater le prolétariat.

Robert-Jean Bradout.



## La campagne présidentielle est ouverte

**D**E Gaulle a bel et bien ouvert la campagne présidentielle par son dernier discours télévisé. Il n'en a pas touché un mot, mais chaque propos préparait le climat dramatique jugé indispensable à la réalisation de son plan. Il joue sur la peur. Il faut le danger aux frontières, pour que le peuple effrayé se serre derrière le chef. Il joue donc le pire : la rupture de l'Alliance Atlantique, l'U.R.S.S., le Viet-Cong, Cuba, contre les U.S.A., l'explosion de l'Europe, le chaos contre l'équilibre, la guerre contre la paix. Un conflit semble-t-il disparaître ? De Gaulle s'ingénie à le raviver ou à en susciter un autre. C'est le provocateur permanent, dissimulé derrière la démagogie des mots creux : Paix, Indépendance, Progrès.

La méthode lui a toujours profité. Mais la prochaine bataille sera plus coriace. Heureusement pour

lui, l'apparition de candidats fantaisistes tels le général Boyer de La Tour ou l'illustre sénateur Marilhacy ne peuvent que servir sa politique. Elle crée une confusion propre à défavoriser Tixier-Vignancour et à discréditer l'opposition.

Vis-à-vis des partis, De Gaulle a le monopole de l'initiative. C'est sa principale force. Les politiciens et les journalistes perdent leur temps à se demander ce qu'il fera. Cette constante interrogation suffit à réveiller le mythe fatigué de l'homme providentiel. Ce qu'il fera est pourtant simple. L'hebdomadaire allemand « Die Zeit » l'a parfaitement exprimé.

On voit bien, dans ces conditions, que le combat véritable se situe à l'échelon des élections présidentielles. Tixier-Vignancour l'a bien compris. De même, lorsque le candidat de l'Opposition Nationale conduit sa campagne sans rien se

laisser dicter par les manœuvres du pouvoir, il agit en force. Après le triomphe de ses réunions du premier semestre, il parlera chaque soir du mois d'août sur une grande plage. Sa caravane se déplacera de ville en ville, plantant chaque soir un immense chapiteau, constituant une attraction unique. Les pisse-vinaigre, les spécialistes du dénigrement, les jaloux caractériels, peuvent ironiser : ils sont impuissants devant le succès, l'audace et le talent de T.V. En Octobre, le départ de la vraie bataille présidentielle sera donné par un immense rassemblement populaire sous la voûte du C.N.I.T.

Enfin, la chance de Tixier, c'est de se situer en dehors des partis et à l'écart des noms épuisés. Son dernier éditorial, adressé aux travailleurs français, rompt avec la droite conservatrice, dont il a pu apprécier l'hostilité lors des élections municipales.

*« Il appartient à tous nos militants de démontrer aux masses que seule l'arme politique demeure à leur portée. L'élection présidentielle peut seule permettre de changer de politique. Je suis le seul candidat aussi éloigné des coffres-forts anonymes que d'un marxisme vieilli et dépassé. Je suis pour les salariés, pour tous les travailleurs, la seule véritable espérance de paix et de prospérité ».*

Guy Lancelot

## Le plan De Gaulle, vu par « Die Zeit » (1<sup>er</sup> avril 1965)

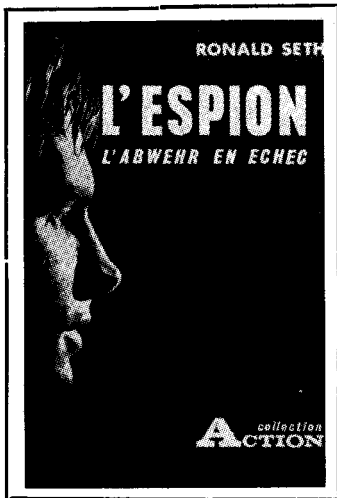
**Q**UAND les électeurs au début de décembre auront à choisir entre De Gaulle et d'autres concurrents pour la plus haute charge publique, ils sauront que la réélection de l'actuel Président de la République serait suivie d'un référendum touchant une réforme constitutionnelle. Celle-ci modifierait les règles de la succession présidentielle, les structures parlementaires et les relations du Président avec le Parlement. Elle renforcerait le caractère de monarchie électorale, à laquelle le régime gaulliste ressemble de plus en plus.

Le premier ministre deviendrait le dauphin de la cinquième république. Il succéderait au chef de l'Etat en cas de décès ; mais il devrait se faire reconnaître par le suffrage universel et direct dans les quarante jours suivant la mort du chef de l'Etat. Cependant ces élections permettraient d'autres candidatures.

Le premier ministre, désigné par le Président, pourrait être destitué par celui-ci. Jusqu'à maintenant, une telle mesure ne pouvait provenir que d'un échec parlementaire ou de sa propre décision.

Le Sénat ou Conseil de la République, sorte de chambre haute dans la tradition parlementaire française, devrait être fondu avec le Conseil Economique. Ainsi n'obtiendrait-on pas seulement une simplification de la législation, mais également un affaiblissement de l'opposition.

Le Président pourrait paraître devant le Parlement pour y défendre sa politique. Ainsi le Président serait en même temps chef de l'Etat et chef du Gouvernement. L'importance du premier ministre se trouverait encore amoindrie. Autrefois il était le chef de l'exécutif. Son rôle deviendrait celui d'un prince royal.



## Comment on devient Espion

Le 7 avril, un ingénieur de l'Allemagne de l'Est, Herbert Steinbrecher, est condamné par un tribunal français pour espionnage industriel. Dans le même temps, le service français de contre-espionnage publie une note destinée à mettre en garde les chefs d'entreprises et leurs collaborateurs contre le développement de l'espionnage industriel. Cette note précise que vingt mille agents « travaillent » en France pour le compte des démocraties populaires et de certains pays du Tiers-monde. Cette forme d'espionnage est aujourd'hui la plus répandue. Elle utilise les services d'hommes qui sont gagnés fréquemment pour des raisons idéologiques. Dans un livre qui peut être considéré comme le manuel du parfait agent secret, (1) Ronald Seth, ancien officier de renseignement britannique, montre parfaitement comment des bons sentiments, on passe à l'espionnage. C'est avec l'accord des Editions « Action » que nous publions ce passage.

Le 9 août 1945, deux jours après l'explosion de la bombe atomique à Hiroshima, le colonel Zabolin câble au Comité Central à Moscou les détails du rythme de production par les Américains de l'Uranium 235 à Oak Ridge, dans la vallée du Tennessee et aux usines Hanford Engineer sur le fleuve Columbia, dans l'Etat de Washington. Il indique que la bombe d'Hiroshima est fabriquée avec l'U 235 et qu'un échantillon d'U 233 est entre ses mains. Tout lui a été communiqué par « Alek ».

Après l'explosion des bombes sur le Japon, les Anglais et les Canadiens n'ont plus qu'un rôle effacé à jouer. Nunn May, l'un de leurs chercheurs, détaché auprès des services américains, est rappelé à Londres. Avant son départ du Canada, pourtant, il prend des dispositions pour conserver le contact à Londres.

Mais, à Ottawa, un étrange incident, jamais vu jusque là, vient d'avoir lieu.

Un certain Igor Gouzenko, employé au chiffre de l'Ambassade de Russie, s'est rendu auprès des autorités canadiennes et leur a révélé toutes les particularités du réseau soviétique dirigé par le colonel Zabolin. Pour prouver son étonnante histoire, Gouzenko apporte les copies des télégrammes de Zabolin au Comité Central, ainsi que d'autres documents importants. Il compromet, de la sorte, presque tous les agents de Zabolin et ses contacts, non seulement au Canada, mais encore dans toute l'Amérique.

La chasse générale de ces agents commence le 15 février 1946.

Ce jour-là, le commandant Burt, chef de la Branche Spéciale de Scotland Yard, convoque Nunn May à la Résidence Shell-Mex à Londres. Il demande à Nunn May s'il a soupçonné une quelconque fuite de renseignements dans les secrets atomiques pendant son séjour au Canada. Nunn May rétorqua qu'il n'en a jamais eu vent ; de plus, il nie avoir jamais été contacté par des agents soviétiques.

Le commandant Burt n'insiste pas ; mais, les cinq jours suivants, au cours desquels Nunn May ne fera rien pour se trahir lui-même, il le fait étroitement surveiller. Pourtant, dans l'intervalle, des informations supplémentaires émanent du Canada ; il fait une seconde visite à la Résidence Shell-Mex. Faisant fi de toutes précautions oratoires, il raconte à Nunn May qu'il avait bien raison de penser qu'il devait rencontrer un contact russe près de British Museum. Avant même qu'une allusion à une arrestation quelconque ne soit faite, Nunn May indique qu'il est prêt à tout avouer.

Au cours d'une déclaration ultérieure, Nunn May donne les raisons de sa trahison : « *J'apporte, et j'ai toujours apporté, dit-il, la plus grande attention à m'assurer que le développement de l'énergie atomique ne fût pas le privilège exclusif des U.S.A. J'ai pris une décision extrêmement douloureuse, car il était indispensable de diffuser des informations générales sur l'énergie atomique. Soyez assurés que je l'ai fait en toute connaissance de cause* ».

Nunn May est né en 1912. A l'épo-

que où il atteint l'âge d'homme, il devient communiste.

Brillant physicien, docteur en Philosophie de l'Université de Cambridge, il a fait ses études au Collège de Trinity. En 1942, il est désigné pour compléter une équipe qui, dans les laboratoires de Cavendish, à Cambridge, travaille en grand secret sur des éléments en rapport avec le fameux Projet du Tube d'Alloy.

En juillet 1944, le docteur — maintenant Lord — Cockroft, alors professeur Jacksonien de Philosophie Naturelle à Cambridge, savant de réputation internationale, est nommé directeur du Plan d'Energie Atomique à Montréal et Chalk River. Pour travailler en équipe avec les savants canadiens, il emmène avec lui un groupe de jeunes et éminents savants, parmi lesquels Nunn May.

Le colonel Zabolin, officiellement attaché militaire à Ottawa, mais en réalité directeur du réseau d'espionnage soviétique au Canada et aux États-Unis, reçoit du Comité Central à Moscou, l'ordre d'intégrer Nunn May dans son organisation.

On le baptise « Alek ». Rapidement, il fournit à l'un des adjoints de Zabolin, le lieutenant Angelov, plus connu sous le pseudonyme de « Baxter », une foule de renseignements précieux.

Ronald Seth.

(1) Ce livre de Ronald Seth a été publié en France sous le titre « L'ESPION », par la Collection « Action ». (13,90 F.).



# La Gabegie Du Téléphone

Marette, le Ministre des P. et T., vient de lancer, le 20 avril, son emprunt national. A cette occasion, il a piteusement expliqué que son administration ne pouvait, avec le seul bénéfice d'exploitation, financer le paiement des équipements indispensables à la modernisation des services qu'il « contrôle ».

Le courrier subit d'importants retards dans son acheminement. Certaines lettres ne parviennent jamais à leurs destinataires. Avec juste raison, les postiers se plaignent des salaires dérisoires qui leur sont alloués pour un surcroît de travail évident. Plusieurs heures d'attente sont nécessaires pour obtenir au bout du fil un correspondant de province. Aux périodes de pointe, sur le réseau parisien, l'encombrement est parfois tel qu'on ne peut parler qu'à grand-peine à son interlocuteur, quand la conversation n'est pas brutalement coupée. Les factures de téléphone sont deux fois trop élevées. Des centaines de milliers de candidats attendent depuis au moins deux ans la pose de leur appareil.

Gabegie ? Imprévoyance ? Désorganisation ?

**René Guyomard** répond à cette question.

**L**E Ministre Marette se porte bien. Le Téléphone se porte mal. Mais qu'importe à Marette. Il est bien nourri et le général est content !...

307.000 abonnés attendent, vainement, l'installation téléphonique pour laquelle ils ont souscrit une demande d'abonnement : cela ne tracasse pas M. Marette qui vient, de temps à autre, nous conter « aux étranges lucarnes » qu'il est possible aux parisiens d'obtenir la Papouasie à l'automatique, la datcha de Nikita Khroustchev, ou Monsieur Léon M'ba, en train de déguster sa belle-mère...

Un grand honnête homme, M. Marcel Pellenc, rapporteur général du budget au Sénat a pu prouver que nous payions le matériel téléphonique deux fois plus cher qu'il ne vaut réellement pour un rendement inférieur du huitième ou du dixième à la normale : cela n'empêche pas M. Marette de dormir. Il est vrai que son frère est secrétaire de la T.R.T., société de matériel téléphonique, chargée de fournir aux P. et T. le matériel de l'Avco-Corporation de Cincinnati (U.S.A.).

Marcel Pellenc ne craint pas d'affirmer que l'Etat pourrait vendre la communication téléphonique à un tarif deux fois moins élevé que celui actuellement pratiqué, tout en payant au personnel des P.T.T. des salaires doubles de ceux perçus actuellement. Cela ne trouble pas M. Marette. Il est vrai que M. Marette n'est pas ministre du Roi de Suède, mais commis du Général.

Il faut pourtant que l'opinion publique sache que le Ministre Marette se moque éperdument des contribuables, et, qui plus est, qu'il les gruge.

Le Sénateur a, en effet, déposé, par écrit, devant la justice pénale en septembre 1963. Et, sous la foi du serment, le rapporteur général du budget n'a pas craint d'écrire que l'Etat payait son matériel téléphonique deux fois trop cher. Comme cette information porte sur des investissements annuels qui avoisinent 100 milliards d'anciens francs, il est loisible d'en déduire que nous sommes spoliés de 50 milliards par an. M. Pellenc ajoute que cette situation résulte de multiples causes, dont la plus importante est ce que la cour des comptes appelle

de « solides ententes professionnelles »...

Le rapporteur général est polytechnicien, ingénieur général des P. et T. Il sait à quoi s'en tenir et ses connaissances professionnelles ne peuvent être mises en cause par les intrigants voraces affublés de marocains.

Le Sénateur Pellenc avait, d'autre part, publié en octobre un article fort net sur la législation des ententes dans la « Revue politique des Idées et des Institutions ». Dans cette étude, le sénateur affirmait que lorsque des industriels constitués en entente vendaient un certain article à un prix qui soit le double de ce qui est matériellement possible, il doit être considéré que leur entente a fait obstacle à la baisse des prix.

Et, citons textuellement le sénateur Pellenc : « Pour qu'il y ait délit, il n'est plus nécessaire qu'il y ait hausse des prix, l'absence de baisse suffit » (article 59 bis de l'ordonnance 1483 du 30 juin 1945 sur les prix).

En clair, le sénateur Pellenc affirme que l'Etat paie le double de la normale et que cela résulte d'ententes ; en pareil cas, il y a infraction, la loi prévoit une peine sévère.

Le public serait en droit d'attendre une vertueuse réaction ministérielle ? Que nenni ! M. Marette laisse filer le téléphone comme son épouse aux sports d'hiver. Marette vide ou laisse vider notre escar-

## Affaires de Famille

« Un accord entre AVCO-Corporation, de Cincinnati, (U.S.A.) et la Société de Télécommunications Rodioélectriques et Téléphoniques, (T.R.T) a été conclu. Aux termes de cet accord, la Société T.R.T. représentera en France la Société AVCO pour la vente de matériels de télécommunication et certains équipements spéciaux ».

Monsieur Jean Marette, frère du Ministre des P. & T. est Secrétaire Général de la T.R.T...

## NEUF ANS...

*« J'habite, dans le Vaucluse, une propriété située sur le territoire de la commune de Mornas.*

*J'ai déposé, il y a neuf ans, une demande d'installation téléphonique à la subdivision des P.T.T. d'Orange (Vaucluse). L'administration a enregistré ma demande et m'a remis un devis d'installation qui se montait à cette époque à 60.000 anciens francs, me promettant l'installation « dès qu'une équipe serait disponible ». Puis, comme j'insistais régulièrement, on invoqua le manque de personnel...*

*...Comme je me fâchais et proposais de demander une équipe de dépannage aux P. T.T. norvégiens, l'administration porta le coût de l'installation à 350.000 anciens francs, et, de façon humoristique, ajouta : « Cette somme sera amortie sur les communications à venir ».*

*J'ai maintenu ma demande en contestant le prix. Il y a de cela un an ».*

**Jacques Alnot, demeurant à Mornas (Vaucluse) - Lettre publiée par « Le Monde » du 14 avril 1965.**

celle. Foi de contribuable, c'est beaucoup plus grave, c'est même particulièrement inquiétant.

Un autre fait appelle à la réflexion. Le Conseil Economique s'est prononcé sur le problème du téléphone trois mois après la déposition du sénateur Pellenc. Par un hasard étrange, il n'est pas soufflé mot du document du sénateur Pellenc. Et pourtant, nous sommes en droit d'affirmer que le rapporteur général n'a pas manqué d'en transmettre copie au Président du Conseil Economique. Cette pièce importante, fondamentale même, a donc été soustraite littéralement à l'information du Conseil Economique. Par qui, et au profit de qui ?

Les deux questions se tiennent. Le profiteur est un trust américain. Oui, dans notre Régime pur et dur d'indépendance nationale et de sa-

vantes combines internationales, le capitalisme américain fait la loi, malgré les discours télévisés de De Gaulle.

L'International Telephone and Telegraph Corporation, nous vend sa marchandise douteuse, non pas sous son vrai nom, mais sous ce qu'il faut bien appeler deux fausses identités.

Ces faits réels, contrôlables et contrôlés, ne semblent pas troubler le sémillant ministre des Postes et Télécommunications.

En bref, résumons-nous, sans commentaire :

Le rapporteur général du Sénat écrit, sous la foi du serment, que les prix payés par l'Etat pour son matériel téléphonique sont le double de la normale. Premier point.

Le principal bénéficiaire de ces prodigalités est un trust américain camouflé sous deux fausses identités. Second point.

Quand les prix sont au double de la normale, il y a délit, estime le rapporteur général du Sénat. Troisième point.

Le Conseil Economique qui s'est prononcé sur le problème du téléphone n'a reçu qu'un dossier dont avait été littéralement soustraite une pièce essentielle qui était très lourde pour le trust américain ci-dessus désigné. Quatrième point.

L'affaire va-t-elle en rester là, alors que ce scandale, perpétré d'année en année, prend l'allure d'un nouveau « Panama » ? Il est permis de se poser, loyalement, la question.

Sous la Troisième ou sous la Quatrième République, le remous provoqué par les révélations faites par notre confrère « Finance », et par nous-même, dans « Fraternité Française », le 1<sup>er</sup> janvier 1965 — le 26 mars 1965 et ici-même, aurait suffi à provoquer le dépôt d'une motion de censure à la Chambre et à faire tomber le Ministère.

Il importe donc que Marette soit relevé de ses fonctions sans plus tarder, traduit devant la juridiction compétente, afin que toute la lumière soit faite sur cette ténébreuse affaire, et sanctionné selon les peines prévues par l'article 40 de l'ordonnance 1484 du 30 juin 1945, si la conviction des juges se fait sur les pièces indiscutables qui seront présentées, et non plus sur

les pressions d'un Pouvoir exécutif qui n'a aucun droit moral ou réel à s'immiscer dans les affaires de la magistrature française.

Mais je « hargne, rogne et grogne ». Les « choses étant ce qu'elles sont », le public continuera à attendre un téléphone qui marche, l'Etat, des marchés qui ne soient pas des escroqueries, et les employés, des salaires qui ne soient plus misérables... Tant que durera la Ve République, durera le règne des banques et du Gros argent, et durera l'esclavage des travailleurs.

La question est de savoir si nous retrouverons, demain, la force d'édifier les barricades de notre résurrection, ou si nous continuerons à subir les mauvais coups d'un gang international, malheureusement à l'abri des investigations de l'Interpol !

René Guyomard.

**AU MOIS  
DE JUIN**

---

**BEN BELLA**

---

**DOIT VENIR  
EN VOYAGE  
OFFICIEL  
A PARIS**

---

**c'est pourquoi**

---

**LE 20 MAI**

---

**à 21 heures...**

# L'ANGLETERRE CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

L'AFRIQUE du sud, en abandonnant le Commonwealth, a quitté un Club dont l'ambiance politique ne pouvait plus lui convenir. Elle a, ce faisant, clarifié la situation. Economiquement, elle ne s'en porte pas plus mal, au contraire (1). Les adversaires idéologiques de Prétoria ont cherché, à Londres autant qu'ailleurs, à étrangler la république sud-africaine par une manœuvre mondiale de boycottage économique (2). Les Afro-asiatiques du Commonwealth les premiers, naturellement, suivis par tous les sous-capables de la maison de verre de l'East river. Jusqu'ici, cette manœuvre a échoué. Grâce, il faut le dire, à l'hypocrisie des boycotteurs. Prenez, par exemple, le cas de la Suède (3), l'une des plus enragées à demander des sanctions économiques contre Prétoria : eh ! bien, en 1963, elle a tout de même mangé trente mille caisses de fruits sud-africains *de plus* que l'année précédente ; ou de la Chine, laquelle, annonçant en 1963 un boycottage total de l'Union sud-africaine, réussit, durant cette *même année*, à tripler le volume de ses échanges commerciaux avec Prétoria. Le Kenya, lui, paie déjà la leçon : pour avoir pris à la lettre l'appel au boycottage de l'Afrique du sud lancé à la conférence du Caire (1959) et, conséquemment,

## Pierre Hofstetter

avoir supprimé ses ventes de soude à ce pays, il a dû, récemment, licencier 50 % du personnel aux usines du Lac Magadi, avec le résultat que 900 ouvriers sont aujourd'hui au chômage.

Avec les socialistes au pouvoir en Grande-Bretagne, il est à prévoir que la campagne internationale contre l'Union sud-africaine va cependant redoubler de vigueur. Déjà, du temps des conservateurs, Londres était devenu le quartier général de diverses organisations subversives, notamment l'une appelée « Mouvement de résistance africain » (4), dont l'une des principales activités est de préparer la fuite des saboteurs démasqués par la police sud-africaine ; à Londres encore se tint au printemps 1964 une « conférence internationale pour des sanctions économiques contre l'Afrique du sud », à laquelle participaient, révéla Harold Soref (5), outre plusieurs communistes, de nombreuses personnalités (6). Malgré sa sympathie maintes fois affirmée aux adversaires de l'« apartheid », le gouvernement Macmillan n'osa pas, même après le départ de l'Union du Commonwealth, rompre les re-

lations économiques avec Prétoria. La raison en est évidente : le commerce anglo-sud-africain est trop important pour l'Angleterre pour qu'elle y renonce de gaieté de cœur (7). Songeons aussi que l'Union est le principal fournisseur en or de l'Angleterre et des Etats-Unis (8) et que, privés de cet or, la livre sterling et le dollar se trouveraient bientôt dans une position délicate...

Or, si les communistes, et ne serait-ce que pour cette raison, ont tout intérêt à brouiller les relations entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'une part, et l'Union sud-africaine de l'autre, Londres et Washington n'en ont, apparemment, aucun. *Apparemment...* Soulignons le mot : il est certain que certains technocrates et financiers internationaux verraient avec avantage un effondrement du régime blanc de Prétoria. Il est significatif, par exemple, que l'un des plus gros hommes d'affaires sud-africains, Harry F. Oppenheimer, président de l'« Anglo American Corporation of South Africa » et de la « De Beers Consolidated Mines » (9) est un libéral, c'est-à-dire un progressiste, qui souhaite l'entrée de nègres au Parlement de Prétoria. Assurément, tout le monde des affaires n'est pas hostile à la politique suivie par Henrik Verwoerd. Un millionnaire

## Notre nouveau « Cahier » sur l'Afrique du Sud

Trois millions de Blancs vivent au Sud de l'Afrique. Ils sont la cible de l'Afrique en folie et de la Conscience Universelle. La paix de ce territoire est une provocation permanente aux nouveaux maîtres de l'Afrique. Le dédain des Afrikans pour les pitreries de l'O.N.U. sont une perpétuelle injure au mondialisme. Pire, les Européens d'Afrique du Sud, premiers occupants de ce territoire et créateurs de sa richesse, sont hostiles au mélange racial et partisans du développement séparé des différentes communautés ethniques. Ils sont libérés des dogmes universalistes. Convaincus de leur bon droit, ils savent se battre. Ils tiennent l'un des avant-postes du monde blanc.

Autant de raisons pour consacrer à l'Afrique du

Sud un « Cahier d'Europe-Action ». Cet ouvrage a été rédigé en collaboration par Gilles Fournier et Fabrice Laroche. Il comporte également une étude du Professeur Wintringer sur l'intelligence des Noirs africains. On apprend notamment le rôle des Français dans la construction et l'affermissement de cette nation blanche d'Afrique.

C'est une nouvelle arme que nous lançons contre le mensonge entretenu par les ennemis de l'Occident. Chaque lecteur d'Europe-Action aura à cœur de diffuser largement ce « Cahier ».

On peut le commander à « Europe-Action » 68, rue de Vaugirard, Paris-6°. C.C.P. Paris 21-684-41. Franco : 20 francs.

canadien, M. Garfield Weston, est catégorique (10) : « Les nègres, en Afrique du sud, n'ont aucun droit inné. Ce pays ne fut jamais un pays noir. Ce sont les Blancs qui le créèrent, et construisirent ses villes merveilleuses ».

L'Afrique du sud a le droit pour elle — l'Afrique du sud *blanche*. Le professeur Wilhelm Röpke, de Genève, l'a fort bien montré lors d'un exposé fait au printemps 1964 : « Les Blancs d'Afrique du sud n'ont pas seulement droit à la terre où ils se sont établis et à laquelle ils ont apporté une extraordinaire prospérité, mais ils sont complètement justifiés en voulant la posséder et la contrôler. Quand les Européens, à partir du Cap, commencèrent au XVII<sup>e</sup> siècle à s'établir dans ces régions, ils trouvèrent un pays pratiquement vide, à peu près au même moment où des tribus bantoues d'Afrique centrale pénétrèrent en Afrique du sud, en venant de la direction opposée. Au cours des siècles qui suivirent, ces Blancs devinrent aussi Africains que d'autres Européens, qui traversèrent l'Atlantique vers l'ouest, devinrent Américains. La seule différence est que les Blancs sud-africains, contrairement aux Blancs américains, ne commencèrent pas par liquider les aborigènes ».

Et le professeur Röpke, en venant au problème racial proprement dit, observait : « L'« apartheid » signifie séparation des races, et par cette séparation le gouvernement sud-africain essaie de résoudre, à tout le moins de rendre supportable, le problème ethnique qui se pose à ce pays. Nous autres, en tant qu'étrangers, devrions faire un effort honnête pour comprendre la vraie nature de ce problème. Le bannissement des Grecs de Turquie, après la première guerre mondiale, a sûrement été, pour tous ceux qu'il frappait, une chose terrible. Pourtant tout le monde admettra que, si Turcs et Grecs avaient encore à vivre ensemble en Asie mineure, des problèmes autrement plus graves que celui qui se pose à Chypre surgiraient... De même, les juifs d'Israël auraient à faire face à un problème totalement insoluble si l'O.N.U. en venait à forcer Israël à accepter le retour de centaines de milliers de réfugiés arabes dans le pays qu'ils quittèrent en 1948...

De même encore, la division du continent indien en Inde et Pakistan fut accomplie à travers d'horribles massacres et n'est, fondamentalement, rien d'autre qu'une forme particulièrement brutale d'« apartheid ».

Les Anglais, abusés par une propagande mensongère, et qui semblent d'ailleurs avoir oublié leurs tristes exploits durant la guerre des Boers, finiront-ils par comprendre ? Le gouvernement Wilson, au contraire de tout bon sens, osera-t-il mettre à exécution les menaces de sanctions proférées par certains travaillistes ? Reconnaissons que

### **Déclaration de Sir Ronald Russel à la Chambre des Communes**

**« Avec toutes les discussions en cours au sujet de sanctions et même d'action militaire contre l'Afrique du sud, je ne puis m'empêcher de me demander si le monde libre n'a pas perdu tout sens des proportions et s'il n'est pas astucieusement berné par les communistes. Pour commencer, le traitement effroyablement inhumain du Tibet par les Chinois, et de l'Europe orientale, particulièrement les Etats baltes, par les communistes, est autrement plus horrible que la répression d'Africains sous l'« apartheid » et que le traitement des prisonniers politiques en Afrique du sud. Et que dire de la condition du Ghana sous Nkrumah ? Ensuite, la vaste majorité des Noirs est libre d'entrer dans ou de sortir de la république sud-africaine comme elle l'entend, et le fait est que beaucoup de Noirs y entrent pour chercher du travail ; le monde communiste, par contre, n'est qu'une vaste prison de peuples, comme en témoigne manifestement le mur de Berlin. Enfin, un autre point est complètement ignoré : ni l'Afrique du sud, ni ses voisins, la Rhodésie du sud et les territoires portugais, ne cherchent à imposer à un autre pays leurs systèmes de gouvernement : en revanche, comme chacun sait, l'établissement du communisme partout dans le monde est le but poursuivi par Moscou et Pékin, et sabotages et révolutions sont deux des techniques employées par eux pour y parvenir, sans aucun souci de la misère et des souffrances humaines qu'elles entraînent ».**

des hommes politiques, des journaux londoniens, ont fini par ouvrir les yeux... Keith Pulvermacher, dans le « Daily Telegraph » (11), révèle ce fait remarquable, qui a dû étonner bien des lecteurs de cet honorable journal, qu'« un million de Bantous étrangers travaillent actuellement en Afrique du sud. Tous ont été attirés par de meilleures perspectives d'avenir, et plusieurs d'entre eux pénétrèrent illégalement dans le pays après avoir parcouru, à pied, quinze cents kilomètres depuis leur patrie d'origine ».

Fait remarquable, car enfin si la république sud-africaine était l'enfer que nous décrit chroniquement la presse pandémocratique et communiste, si l'« apartheid » était l'horrible et inhumain système que prétend l'O.N.U., sûrement que les Bantous n'y entreraient pas en fraude dans l'espoir de « jobs » bien rémunérés. Ils chercheraient ailleurs. Du côté de ces terres vraiment démocratiques que sont le Congo, le Ghana ou le Kenya...

**Pierre Hofstetter.**

(1) La revue « U. S. News & World Report », dans son édition du 11 mai 1964, a consacré une pertinente étude au fantastique « boom » sud-africain, écrivant notamment : « A une époque où l'Afrique du sud est supposée entrer dans une période de troubles sous son régime blanc, ce pays traverse une période de prospérité sans précédent. La production augmente, de même que le niveau de vie de toutes les races. Il s'agit là d'un des plus spectaculaires « booms » au monde. Et la fin n'en est pas en vue ».

(2) Avec la bénédiction de feu John Kennedy, qui qualifiait la politique d'« apartheid » de « répugnante », et du minable Adlai Stevenson, agent des Etats-Unis à l'O.N.U., qui annonça en juin 1963 que son pays « soutiendra tous les efforts tendant à apporter un changement (en Afrique du sud) »...

(3) Qui reconnaît chez elle aux restaurateurs le droit de refuser à une personne de couleur l'entrée dans leurs établissements !

(4) « Daily Telegraph » du 7-10-64.

(5) « Sunday Telegraph » du 12-4-64.

(6) En particulier le premier ministre de Tunisie Mongi Slim, l'agitateur Tom Mboya (agent des syndicats américains en Afrique), Ambrose Reeves, ex-évêque anglican de Johannesburg, le romancier J.B. Priestley, le député conservateur Berkeley (conseiller économique du gouvernement du Tanganyika), le financier Jack Campbell, Solly Sachs, Barbara Castle (aujourd'hui ministre pour « le développement de l'outre-mer » dans le cabinet Wilson), etc.

(7) On estime que la suspension des exportations britanniques vers l'Afrique du sud mettrait plus d'un demi-million d'ouvriers au chômage en Grande-Bretagne.

(8) « New-York Herald-Tribune » du 29-11-61.

(9) Sans parler de plusieurs affaires annexes : un empire qui, selon l'« Evening Standard » du 9-9-64, représente 14 milliards de nouveaux francs !

(10) Déclaration, à Toronto, du 20-4-64.

(11) 27-4-64.

# LES PRISONS GAULLISTES



**O**N n'a jamais tant emprisonné en temps de paix que sous la république gaulliste. Aucune prison n'est en voie de fermeture. On en construit de nouvelles. On manque de cellules. « Droit-co » ou « politiques », des milliers de « délinquants » de toute catégorie « persistent et signent » l'infamie d'une société et d'un régime qui ne conçoivent l'ordre qu'à travers la police et la prison : dans les rangs de la police ou dans les cellules d'une prison.

Au nom de la liberté et de la justice, le Pouvoir proclame deux ou trois fois par an l'amnistie au bénéfice des détenus politiques. A chaque reprise, c'est un mensonge et une hypocrisie de plus. 1071 condamnations à des peines égales ou supérieures à 1 an de prison ont été prononcées à cette date. Après quatre mesures de grâce et d'amnistie, on comptait encore, le 18 février 1965, 552 détenus. Les « grâces » intervenues le 16 février dernier ont été, de la même façon, distribuées de façon anarchique, et sans aucun critère légal ou juridique (origines des condamnations, dates, durées, etc.) Exemple : sur 152 prisonniers détenus à la prison de Toul, 32 ont été grâciés, sur lesquels : 12 Pieds-noirs, 6 légionnaires, 1 Espagnol, 14 métropolitains. N'ont pas été touchés par ces mesures de grâce : 8 jeunes détenus qui n'avaient pas 21 ans lors de leur arrestation, parmi lesquels six jeunes patriotes d'Algérie.

Les juges de Droit commun sont également soumis au déséquilibre le plus total. La récente condamnation à huit mois de prison, en Appel, au lieu de six, des fraudeurs du « Bac », est caractéristique. On frappe lourdement les petits coupables, pour protéger les responsables et, en particulier, les hauts fonctionnaires du régime.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie, sur 3.493 condamnations, on compte 752 amnisties. Mais les bénéficiaires sont algériens. Si toutes les soi-disant mesures de clémence gouvernementale ne sont que des faux-semblants, du moins auront-elles eu le mérite de nous rappeler l'existence d'hommes que nombre de nos compatriotes ne demanderaient qu'à oublier.

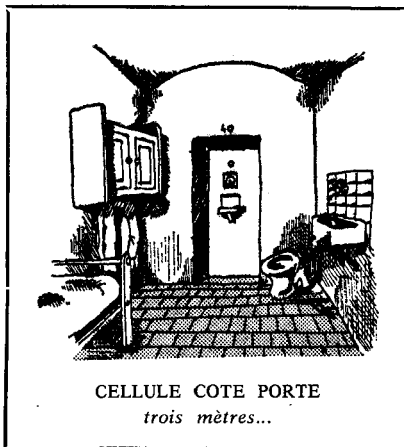
**S**i on lui parle des patriotes emprisonnés, Monsieur Tout-le-Monde répondra : « Ils n'avaient qu'à rester tranquilles, moi qui suis un citoyen paisible, respectueux des lois et du pouvoir établi, tout cela ne me concerne pas ! » C'est une grave erreur ; il est très facile d'aller en prison sous la Cinquième, il n'est même point nécessaire pour cela de mettre les institutions en péril. Certaines infractions au code de la route peuvent vous y conduire, en témoigne la mésaventure d'une honnête citoyenne lyonnaise. Que vous preniez la défense d'une femme en but aux entreprises d'un coloré quelconque et que celui-ci vous traite de raciste (le racisme pour ces messieurs commence à partir du moment où une femme blanche se refuse à les subir), et il y a de fortes chances pour que la force publique et la loi prennent le parti du coloré. Que vous vous amusiez, comme le fit, voici deux ou trois ans, un officier de marine, à griffonner sur une table de restaurant une caricature du Chef de l'Etat jugée irrévérencieuse, cela peut suffire aussi. Que vous ne soyez pas en mesure de payer une amende, la contrainte par corps sera là pour vous rappeler le prix de la liberté.

A la différence de certains pays, où l'on présume innocent tout citoyen qui n'a pas encore été reconnu coupable par un tribunal, en France, il suffit d'être, je ne dis pas même inculpé, mais simplement appréhendé, pour être traité comme un malfaiteur. Vous serez « mis en cage » en compagnie de clochards, d'ivrognes, de voleurs, de souteneurs, obligé de dormir à même le sol, dans des locaux d'une saleté repoussante, peuplés bien souvent de parasites de toutes sortes, recevant, pour toute nourriture, une soupe rance, si tout va bien. Vous serez en but aux grossièretés des éminents fonctionnaires chargés de vous surveiller : tutoiement, insultes de tous ordres, à des brimades : menottes, mise à nu pour la fouille. Estimez-vous encore heureux quand vous n'aurez pas droit à un passage à tabac en règle.

La loi est dure, mais si vous en subissez les inconvénients, vous

avez quelque chance de bénéficier des garanties qu'elle vous procure, pourvu que le crime ou le délit dont on vous soupçonne ou vous accuse, ne soit pas d'ordre politique, car c'est alors une autre affaire.

En octobre 1962, Monsieur Jean Foyer, Gardes des Sceaux, déclarait au « Monde » que « le délinquant politique était une sorte d'aristocrate de la délinquance, et qu'il ne méritait pas le mépris dans lequel on peut tenir un criminel de droit commun ». Il ajoutait que le régime de faveur dont il bénéficiait « ne devait s'appliquer qu'au délinquant politique pur et non à celui qui, pour faire triompher ses



CELLULE COTE PORTE  
trois mètres...

opinions, avait employé des moyens sales : pillage, incendie, attentat ».

Hors les moyens « sales » qui viennent d'être énumérés, je ne vois guère d'autres possibilités d'agir, sur le plan politique, que l'écrit ou la parole ; mais dans ce cas, le délit d'opinion n'existant pas dans un pays démocratique comme la France, il n'y a pas de délit du tout.

Où commencent les moyens « sales ? » Ne risque-t-on pas de considérer, un jour, que le fait de priver une grande ville d'électricité, de gaz, de transports ou de lait, est un véritable attentat contre l'économie du pays et donc un moyen « sale » ? En sommes-nous loin, puisque durant des années, les hold-up, les incendies de récoltes ou

de dépôts de carburant, les embuscades, les assassinats dont s'est rendu coupable le FLN n'ont nullement empêché le Pouvoir d'accorder les bénéfices du régime politique à ses hommes de main. C'est donc que leurs moyens étaient considérés comme propres à l'époque, comme l'était l'assassinat d'une postière d'Oran, à la suite du hold-up dont se rendit coupable l'honorable Ben Bella en 1953.

Au départ, le détenu politique est donc lésé dans ses droits, puisque, en fait, on le considère comme un délinquant de droit commun. Le régime A fut institué par le régime gaulliste en 1959, à une époque où les détenus politiques étaient exclusivement FLN ou MNA. Ce régime libéral permit aux prisonniers algériens de mener une véritable vie de château ; « Monsieur » Ben Bella et ses co-détenus à l'île d'Aix ou au Château d'Aulnoy, ne recevaient-ils point la visite régulière de « demi-mondaines », conduites à domicile, à l'île d'Aix, en hélicoptère, aux frais du contribuable français bien entendu ?

Ce régime A fut pratiquement supprimé en février 1962, à une époque où les patriotes français durent prendre dans nos geôles la relève des fellagha, et fut remplacé par un régime B à mi-chemin entre le régime politique intégral et le régime de droit commun. Depuis cette date, les prisonniers politiques sont, soit à ce régime B si on ne leur reproche ni pillage, ni incendie, ni attentat, soit au régime C, c'est-à-dire le régime de droit commun, s'ils se sont rendus coupables des crimes et délits (qui de 1954 à 1962 valaient cependant le régime politique aux partisans FLN).

Le régime A, créé à l'intention de nos ennemis par De Gaulle, n'a duré que le temps de leur emprisonnement, et a été immédiatement supprimé dès que des Français auraient pu en être les bénéficiaires ; il est vrai que ces Français-là étaient anti-gaullistes, ce qui est probablement le pire des délits.

M. Foyer prétend que les détenus politiques soumis au régime C ne sont pas mélangés aux détenus

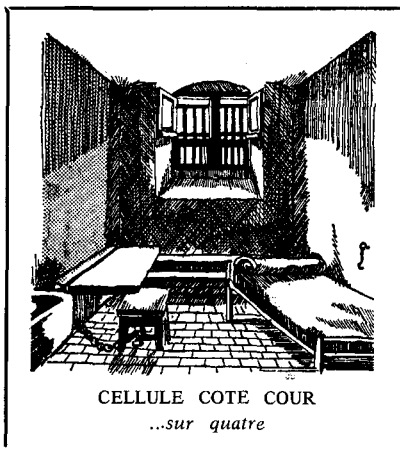
de droit commun. Ce n'est pas souvent le cas. En 1962, 6 dangereux activistes de 16 à 18 ans, dont l'un avait 15 ans au moment de son arrestation, furent transférés de la Santé à la Centrale de Melun, où ils furent mêlés aux détenus de droit commun de leur âge.

En 1963, 4 femmes détenues politiques, incarcérées à Fresnes au pavillon René-Leriche, étaient mélangées à 30 détenues de droit commun.

En 1963 encore, 18 prisonniers politiques se trouvaient être à la Santé les voisins de palier de bandits de toutes catégories. On pourrait multiplier les exemples de ce genre.

Si ces malheureuses et ces malheureux subissent les inconvénients du régime de droit commun, ils n'en ont même pas les avantages et sont l'objet, de la part de l'administration pénitentiaire, de mesures discriminatoires. Ainsi, à la suite de l'évasion de l'adjutant Robin le 2 mai 1964, le Ministère de la « Justice » a supprimé le parloir libre pour les détenus politiques le 18 mai 1964. Une telle mesure, unique dans les annales de l'administration pénitentiaire en France, a soulevé l'indignation de nombreuses personnalités de toutes tendances. M. François Mitterrand, qui n'est pourtant pas de nos amis, a lui-même posé une question écrite au gouvernement, s'étonnant de ce que la notion de responsabilité collective fasse de la sorte son apparition dans nos lois. Le parloir rapproché a été rétabli, à titre exceptionnel, à l'occasion des Fêtes, pour ceux qui « s'étaient bien tenus », mais sous surveillance permanente. A la suite de ces mesures profondément inhumaines, M<sup>me</sup> Abrami dont le mari avait été assassiné par le F.L.N., et à qui l'on refusait la permission d'embrasser son fils incarcéré à la prison de Rouen, s'est suicidée en se jetant de son quatrième étage. Elle laisse derrière elle une jeune fille de seize ans. Un crime de plus à mettre au compte du régime. La LICA n'a pas protesté, ce qu'elle n'aurait pas manqué de faire, si la chose s'était passée en Espagne ou aux U.S.A.

Les femmes détenues sont encore plus mal traitées que les hommes. En mars 1963, *Aspects de la France* constatait : « A la Santé, les prisonniers politiques ont droit à 3 heures de visite dans la cellule ; ils peuvent aller et venir dans la journée à l'intérieur de leur division ; ils bénéficient de séances de cinéma et de conférences, ils peuvent lire des journaux ; l'usage des transistors leur est toléré ; à la Petite Roquette, les détenues femmes n'ont droit qu'à une demi-heure de parloir, elles font une heure de promenade par jour dans la cour de la prison ; pour le reste, elles n'ont droit à rien ». Les conditions d'hygiène dans lesquelles



vivaient ces femmes étaient absolument déplorables : broc et cuvette dans les cellules, cabinets à la turque dignes d'un pays en voie de développement, etc... Certaines d'entre-elles étaient enceintes ; elles n'ont été l'objet d'aucun ménagement. Les procédés employés au cours des interrogatoires ont été déterminants pour la fausse couche dont a été victime Michèle Gomez, l'amie du sergent Dovecar, fusillé en juin 1962.

Les hommes ne bénéficient pas pour autant d'un régime de faveur. A la moindre infraction, ils ont droit au « mitard ». On enlève au puni tous ses objets personnels, bague et alliance comprises, il reçoit, en échange, un trousseau « maison » complet : slip, tricot et cos-

tume de bure, avec pantalon sans ceinture et paire d'espadrilles. La nuit, on ne lui laisse que le slip ; on lui donne une paille et une couverture, qu'on lui retire le matin lorsqu'on lui rend ses vêtements.

Il vit dans une cellule de 1,50 m. sur 3 m. ; pour tout éclairage et pour toute aération, il dispose d'une lucarne de 15 cm sur 15. Pour toute nourriture, il reçoit un bol de café le matin, un bol de soupe à midi et un autre le soir. Il est interdit de lire, de parler et de chanter.

A la répression individuelle, s'ajoute la répression collective : les brutalités policières en sont la forme la plus courante. En novembre 1961, à la Santé, des détenus qui refusaient d'obtempérer aux ordres furent l'objet d'une sauvage agression des C.R.S. ; l'un d'eux, victime d'une fracture à la jambe, fut cependant jeté dans les escaliers par ces brutes. Les gardiens eux-mêmes étaient écoeurés.

En décembre de la même année, une imposante manifestation eut lieu à la Santé : Jean Dides, libéré de prison, mais sur le point d'être interné administrativement, refusait de sortir. Les forces de police intervinrent, n'hésitant pas à utiliser des gaz lacrymogènes. Plusieurs détenus eurent les yeux brûlés.

Au mois d'avril 1962, à la prison de Caen, des manifestations eurent lieu à la suite de l'arrestation du général Salan. Plusieurs détenus brisèrent les portes de leurs cellules. Une quinzaine de gendarmes casqués et en armes intervinrent alors, accompagnés d'un certain nombre de chiens policiers. Il n'y eut aucun heurt entre les forces de police et les détenus, qui regagnèrent sans incident leurs cellules, dès qu'il leur en fut intimé l'ordre. Néanmoins, ils furent l'objet de graves sévices ; bilan de l'opération : une rotule et deux clavicules brisées, deux visages défigurés à coups de menottes et nombreuses morsures de chien. Un sergent parachutiste, envoyé au « mitard », dut s'y allonger et y fut piétiné par le directeur de la prison en personne. L'ordre de tirer

sans sommation sur tout détenu qui aurait bougé fut donné aux gendarmes.

Une telle rigueur contraste singulièrement avec l'indulgence dont l'administration pénitentiaire fit constamment preuve à l'égard des détenus F.L.N. Ils faisaient la loi dans certaines prisons françaises. Fin 1961, il fut impossible d'hospitaliser un détenu partisan de l'Algérie française, M. Pierre Florent, l'administration n'étant pas en mesure d'assurer la sécurité des Français à l'infirmerie de « l'établissement ». A la même époque, à la prison d'Angoulême, le Docteur Diacono, autre détenu « Algérie française », fut grièvement blessé (fêlure du rocher) par des détenus F.L.N., parce qu'il avait refusé de rendre à ces messieurs leur ballon qui s'était égaré dans sa cour. Le maire d'Angoulême intervint personnellement auprès des pouvoirs publics pour leur demander quelles mesures ils comptaient prendre pour que de tels faits ne se renouvelent plus.

A Rouen, au début de 1962, les patriotes français, bouclés dans leurs cellules, avaient pour distraction essentielle le spectacle des fellaghas jouant au volley-ball sous leurs fenêtres. Lorsqu'il y avait une manifestation F.L.N., pas de gendarmes, ni de C.R.S., de matraques, de grenades lacrymogènes ou de chiens policiers, l'administration parlementait avec les responsables politiques de ces messieurs, ces derniers condescendant à considérer le directeur de la prison comme un interlocuteur valable.

Si ces assassins avaient droit aux faveurs de M. Châtenet, il n'en était pas de même pour les détenus français. On peut au moins citer le cas de l'un d'eux, mort faute de soins, du fait de la négligence et de la mauvaise volonté des autorités. Il s'agit du commandant Casati, homme de 42 ans, donc dans la force de l'âge, de robuste constitution, que rien ne semblait prédisposer à une telle mort. Pris de maladies le 19 février 1962, il fut soigné pendant près d'une semaine par l'infirmier de la prison; il fit appeler, le 25 février, le médecin qui ne vint que le lendemain, son

état s'aggravant sans cesse et nécessitant son admission dans un hôpital disposant de tous les moyens modernes. L'administration lanterna, de sorte que le 25 février, il arriva agonisant à l'hôpital Cochin où il mourut. Jean-Luc Biberson mourut également, de façon étrangement précoce, à Fresnes, en mars 1963. Le commandant Niaux lui, ne fut victime d'aucune maladie; impliqué dans l'affaire du Petit-Clamart, on le retrouva au petit matin pendu dans sa cellule au Dépôt; rien non plus ne semblait prédestiner au suicide un homme aussi parfaitement pondéré, comme en peuvent témoigner tous ceux qui l'ont connu. Charles Daudet s'était lui aussi « suicidé » en 1961 dans sa cellule à la prison de Constantine.

Cet article n'est pas une rétrospective. 500 patriotes au moins moisissent encore dans les geôles gaullistes. Ils sont, ou peuvent être, à tout instant, victimes des brimades administratives et de la répression policière, mourir faute de soins; on peut aussi les retrouver « suicidés » dans leur cellule. Leurs familles sont le plus souvent dans une situation très difficile. Il faut faire connaître leur situation à l'opinion; mais les moyens de la presse nationaliste sont limités, tandis que la radio et la télévision ne risquent pas de s'occuper de la question, entièrement préoccupées qu'elles sont par les malheurs des pauvres sous-développés; rien ne vaut le bouche à oreille. Cette information étant faite, il faut exiger avec force l'Amnistie totale. Mais cela ne suffit pas; ce qui s'est passé hier peut se passer à nouveau demain. Que les nécessités de la politique pro-soviétique gaulliste, l'exigent, et de nouvelles charretées de victimes prendront le chemin des camps et des prisons. Il faut donc en finir avec le régime de honte qui est celui de la France depuis 1958, ce régime qui emprisonne les meilleurs d'entre nous et qui, dans le même temps, s'appête à recevoir avec les honneurs dûs à un Chef d'Etat, l'immonde Ben Bella.

Jean Denipierre.

## PRIX LITTÉRAIRES DES BASTILLES

**C**E sont les œuvres interdites. Leurs auteurs ont été emprisonnés ou envoyés dans les camps du régime depuis 1960. Les jurys officiels ne veulent pas les connaître. Nous remplacerons les jurys. Ces ouvrages doivent connaître le succès. C'est vous qui pouvez le leur donner. Ils doivent être en priorité dans votre bibliothèque et dans celle de vos amis :

- **Honneur ou Décadence**  
Roger Holeindre (12,35 F).
- **Le Levain de la Colère**  
Roger Holeindre (9,90 F).
- **Petit guide des Fonds de Poubelles**  
Coral (4,00 F).
- **Journal d'un Suspect**  
Coral (24,60 F).
- **L'Officier perdu**  
Bertrand de Castelbajac (10,30 F).
- **Détenue Politique à la Roquette**  
Marguerite de Surany (7,20 F).
- **On a triché avec l'Honneur**  
Pierre Lagailarde (7,50 F).
- **L'Activiste**  
XXX (6,20 F).
- **Le Procès Vanuxem**  
Jean Gauvin (13,90 F).
- **Demain l'Armée Française**  
XXX (15,45 F).
- **Les Procès du Putsch d'Alger et du Complot de Paris**  
Maurice Cottaz (15,45 F).
- **Histoire intérieure de l'U.R.S.S.**  
Pierre Faillant (15,30 F).
- **Les Chemins du Réel.**  
Hubert de Moeuvres (12,35 F).
- **Mirages et réalités**  
Marc de Lacoste-Lareymondie (13,90 F).
- **Un Procès**  
Alain de Sérigny (15,45 F).
- **Amnistie (disque)**  
François Le Cap (10,00 F).

Vous trouverez ces ouvrages à la « **LIBRAIRIE DE L'AMITIE** ». Celle-ci peut vous les expédier dans les meilleurs délais. Ecrire 68, rue de Vaugirard — Paris VI. Ajoutez 10 % de frais de port. C.C.P. Paris 21.673.59.





# LA 317<sup>ème</sup> SECTION

**L**A guerre. La vraie. Les hommes de la 317<sup>e</sup> section seront morts au soir de leur retraite. On le sait. Dans le film de Schoendoerffer, pas d'apologie, pas d'apothéose. Des images. La mousson. Retraite. Radios étrangères grésillant dans la jungle. Une colonne dans la guerre d'Indochine, à demi-composée de supplétifs indigènes. La fin des combats quand les postes du Delta tombent les uns après les autres. Silence bruisant. Et la mort moite, humide, spongieuse, étouffée. Dien-Bien-Phu est tombé.

Ni actions ni bagarres exaltantes, dans « la 317<sup>e</sup> section » : ce serait une erreur de les y aller chercher. Est-ce un documentaire ? Le seul engagement des armes détonne presque. Rien ici d'Hollywood. Finis les films américains. Ici, la caméra se fait oublier. On a des yeux, un fusil, des jumelles et c'est tout. C'est vrai, et pour cela c'est beau. La vérité. Vous voulez savoir ce que font des hommes qui se battent ? Allez voir « la 317<sup>e</sup> section ». Rien de commun avec la guerre du Pacifique, façon Goldwyn-Mayer. Pas de bons aumôniers ni de vilains Japonais. La mer de Corail. Une fille dans chaque port. Cinémascope. Marines en chambre, jungle en studio, la garde meurt mais ne se rend pas : zéro. Ni trompettes, ni renfort de dernière minute. Nulle concession au spectateur. Pas de mythes, des hommes. La guerre vraie, en face. La guerre, quoi !

Pierre Schoendoerffer a long-

temps porté son film. C'est une guerre qu'il avait dans la peau depuis qu'il l'avait faite, comme une fièvre inguérissable. Il l'a tourné comme on forme un commando. Avec des vraies balles, des vrais combats, de vraies marches. Les acteurs devaient s'en sortir, et pas seulement à l'écran. Schoendoerffer a été hospitalisé un mois à Pnom-Penh. Pluie et mousson. Paludisme. Schoendoerffer a revécu son aventure. Il lui a fallu 10 ans.

Une date dans l'histoire du cinéma. Un Français a fait un film de guerre. Le genre était réservé jusqu'ici à MM Hawks, Fuller Maun & C<sup>o</sup>, et ils remplissaient mal leur rôle. Les Français n'ont pas le sens du tragique. C'est ainsi. Le cinéma français manque de vraie puissance, de révolte et de colère. Je ne pense pas que la France fasse jamais « Potemkine » ou « Tchapaïev ». Elle a autre chose à apporter. « La 317<sup>e</sup> section », par exemple. Schoendoerffer a prouvé qu'il y avait autre chose à faire dans notre pays que stéréotyper Fernandel, exporter Gabin, aligner les cocufiages gaulois qui concurrencent les vies édifiantes de la petite sœur Thérèse...

On a pu reprocher à Schoendoerffer de n'avoir pas été plus politi-

que. Son film n'est pas plus politique, au sens étroit, qu'il n'est film d'action. Schoendoerffer reste au plan du comportement. Restons-y. Libre à nous, dans cette aventure de quelques hommes blancs du bout du monde, de trouver une signification politique beaucoup plus grave. La guerre abolit les idées périmées. Impose des valeurs. « La 317<sup>e</sup> section » montre deux hommes de guerre. Le sous-lieutenant Torrens sort de Coëtquidan. En quelques jours, il grandit moralement, se forge si l'on veut, autant qu'il diminue physiquement. Son caractère évolue, vieillit par à coups. L'adjudant Willsdorf est permanence. Il est né pour se battre et se bat bien. De la guerre de l'adversaire, il dit : « Ils la font bien, les fumiers ! ». Les Français comprennent-ils la guerre ? Willsdorf se sent étranger au milieu d'eux. Pour parler du pays des allocations familiales et du confort Lévitain, il a les mots de Drieu. « Tout chambarde dans le monde, mais ici rien ne bouge », écrivait-il, en examinant les faces veules et les silhouettes voûtées. Du front russe en Indochine, Willsdorf n'a connu que des défaites ; il mourra en Algérie. Voici renaître avec lui le guerrier. Drieu dit aussi : « Il vaut mieux ne pas faire la guerre, mais si on la fait, il faut la faire complètement ». Bien, mal, perdent leur sens. La guerre ne souffre pas d'interprétations morales. On vit, donc on se bat.

Fabrice Laroche.

**Jeudi 20 Mai**

# ENTRETIEN AVEC PIERRE SCHOENDORFFER

— Pierre Schoendoerffer, vous avez toujours voulu réaliser « la 317<sup>e</sup> section ». Pourquoi ce sujet, et pourquoi cette volonté ?

P.S. : Pour moi, l'Indochine fut l'expérience la plus importante de ma vie. A l'époque je voulais voir la guerre, et je voulais y être. J'ai été militaire trois ans en Indochine, avant de faire des reportages pour plusieurs journaux. Vous comprenez, à cause de cela, personne ne peut me dire que mon film n'est pas vrai. J'y étais.

F.L. : Quelle a été la genèse de « la 317<sup>e</sup> section » ?

P.S. : Dès mon séjour en Extrême-Orient, j'avais le goût du cinéma. En 1957, j'ai fait un court-métrage qui m'a donné l'idée de réaliser un film plus important. Au départ, mon livre était seulement un synopsis cinématographique. Mais comme je n'ai pas pu le réaliser tout de suite, j'en ai remanié la forme pour qu'il devienne un roman. Le roman a permis d'intéresser des producteurs. Et maintenant, c'est le film qui fait vendre le livre, dont le tirage a atteint 30.000 exemplaires.

F.L. : Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

P.S. : J'entendais monter le film comme je voulais. Il était essentiel pour moi d'avoir de grands comédiens, mais pas des « vedettes ». J'aurais pris Belmondo, le public aurait dit : — Tiens, voilà Belmondo. Tandis qu'avec une interprétation également excellente, le public dit seulement : Willsdorf, ou bien « le petite lieutenant ». Il fallait donc qu'un producteur me fasse confiance, et que le devis ne soit pas trop lourd non plus. Les difficultés se sont aplanies du jour où Georges de Beauregard, parce qu'il a le goût du risque, a eu envie de faire le film. Il m'a laissé faire exactement ce que je voulais.

F.L. : Je crois que les conditions de tournage ont été très dures ?

P.S. : A mon avis, il ne pleuvait pas assez ! Une mauvaise mousson, si vous voulez. Mais effectivement, les conditions ont souvent été pénibles. Tout le monde a été formi-

dable, surtout les cambodgiens qui répondaient parfaitement à ce qu'on leur demandait. L'atmosphère était peu ordinaire. Pendant le tournage, pas d'hôtel le soir, pas de séparation entre « vedettes » et « techniciens ». Nous étions tous ensemble à barboter dans la flotte. La seule hiérarchie était celle des hommes.

F.L. : Qu'avez-vous cherché à éviter ?

P.S. : Tout ce qui pouvait être artificiel. L'histoire de la 317<sup>e</sup> section est possible dans le cadre d'une section. Elle a été confirmée par l'expérience. La photo, le commentaire, ne font que constater.

**Je sais enfin aujourd'hui ce qu'a été la guerre d'Indochine. Le trafic des piastres, la monumentale incompétence des généraux, l'aveuglement des politiciens, oui ! oui ! oui ! Mais la guerre d'Indochine, c'était aussi cela ; pour ceux qui l'ont vraiment faite, ce n'était que cela. J'en suis sûr, à présent. Mieux, je suis profondément antimilitariste et c'est la première fois que je comprends des militaires de métier. La mort du sous-lieutenant me scandalise toujours autant, mais Schoendoerffer à réussi à me faire admettre que le sous-lieutenant, selon son échelle de valeurs à lui, n'est pas mort pour rien. Je n'en suis pas encore revenu. J'ai compris ce qui signifiait honneur pour lui.**

(Jean-Louis Bory. « Arts ».  
7 avril 1965).

C'est pour cela qu'ils sont très froids. J'ai horreur des bonnes gens qui s'apitoient, des idéalistes. On n'a pas le droit de « faire un numéro », de truquer avec des sujets aussi dramatiques que la guerre d'Indochine.

F.L. : En ce sens, c'est un peu une démystification, par rapport

aux productions américaines surtout.

P.S. : Bien sûr. La plupart des films racontent des aventures sans rapport avec la réalité. Maintenant, on ne doit plus pouvoir « faire carrière » dans le genre. Cela fera rigoler...

F.L. : Le public fait-il un rapprochement avec l'Algérie ?

P.S. : L'Indochine et l'Algérie, ce sont des guerres sœurs. Ce sont des guerres que nous comprenons parce que nous les avons vécues. Ceux qui ont fait 14-18 ne seront pas touchés de la même façon. « La 317<sup>e</sup> section » est un film pour notre génération.

F.L. : Cela explique-t-il le succès ?

P.S. : En partie sans doute. Le sujet est intéressant, et puis les films de guerre plaisent toujours. C'est en effet un succès : à la 3<sup>e</sup> semaine, nous en sommes à 100.000 entrées à Paris. La province marche bien. Et vous avez vu que le film a été désigné pour le Festival de Cannes ?...

F.L. : Encore une question : Willsdorf, le lieutenant Torrens, ne représentent-ils pas plus qu'eux-mêmes, n'incarnent-ils pas un vieux goût européen pour le combat ?

P.S. : Je le crois. L'Europe a une vieille tradition militaire. Différente d'ailleurs, de celle des Etats-Unis. Là-bas, tout est « plus grand », les puits de pétrole, les gangsters, les guerres. En Europe, c'est une tradition plus intérieure, qui part de la chevalerie. Elle fonde tout un héritage, qui débouche sur l'adjudant Willsdorf. Mais Willsdorf n'a connu que des guerres perdues. L'Indochine, ce n'était pas Verdun ! Il fallait chercher les raisons de s'y accrocher. L'armée les a souvent trouvées en elle-même. C'est un corps attachant. Je l'aime bien, parce que c'est un monde d'amitié. Cela dit, je n'enrobe pas les militaires de chocolat au pain rose ! J'ai seulement le goût de la lutte et de la camaraderie.

Entretien recueilli  
par Fabrice Laroche.

Sous Staline, des dizaines de millions de personnes furent envoyées en camps de concentration. Déchainés pour Dachau ou Büchenwald, les communistes de tous les pays occidentaux niaient alors l'existence de ces camps. Aujourd'hui, ils doivent avouer. Mihajlo Mihajlov est un jeune professeur de littérature yougoslave. Il a 30 ans. L'été dernier, il était en U.R.S.S. Il en a rapporté un texte, « Moscou. Été 1964 », et l'a publié à Belgrade, dans la revue Delo, où il a fait l'effet d'une bombe. Pour la première fois en France, voici la traduction du reportage paru dans Delo.

## LES CAMPS SOVIÉTIQUES : SUJET INTERDIT

« On écrira sur les camps de concentrations soviétiques d'ici 80 ans ». Cette remarque me fut faite par le romancier et dramaturge soviétique Léonid Leonov, et il a certainement raison.

Voici un an, Khrouchtchev lui-même disait que les revues littéraires soviétiques avaient reçu environ 10.000 romans, nouvelles et mémoires sur le même sujet : les camps. Sur ces 10.000 manuscrits, quelques-uns seulement furent publiés. « Il faut être prudent là-dessus », disait Khrouchtchev. Pourtant, les revues soviétiques ressemblent de plus en plus aux annales de l'Inquisition sous Philippe II !

### ● Déportations massives.

En un sens, 10.000, ce n'est pas un chiffre énorme, puisque sous les trois décades staliniennes quelques 8 à 12 millions de personnes furent déportées dans les camps. Ceux qui parvinrent à survivre jusqu'en 1956-57, puis furent réhabilités et relâchés, ne veulent évidemment pas garder le silence. En sorte que les autorités d'U.R.S.S. font face à cette alternative : soit les renvoyer dans des camps, ce que le Kremlin ne veut pas, ni n'a voulu, soit les laisser parler. C'est ce qui se passe.

Aussi, les Mémoires du général d'armée A.V. Gorbatov, publiées par le magazine *Novy Mir* (*Nouveau Monde*) ont-elles soulevé un immense intérêt. Gorbatov fut emprisonné, avant la seconde Guerre Mondiale, sur la base de fausses dénonciations. Les pages les plus impressionnantes de ses Mémoires sont celles qui décrivent la vie des camps. Il est particulièrement in-

teressant que l'auteur donne même les noms de ses tortionnaires, toujours impunis.

### ● Tortures, exterminations, travaux forcés.

Voici un passage caractéristique : « Soudain, ils m'interrogèrent à nouveau. Pendant l'un des interrogatoires, j'appris par chance le nom de mon tortionnaire, le plus bestial : Stolbunsky. J'ignore où il est maintenant. S'il est vivant, j'aimerais qu'il lise ces lignes et sache tout le mépris que j'ai pour lui... En plus de l'homme qui m'interrogeait, deux autres tortionnaires prenaient part aux interrogatoires. Je pus encore entendre, comme ils m'emmenaient, épuisé et couvert de sang, l'odieuse voix criarde de Stolbunsky : — « Vous signerez ! vous signerez ! » Je subis également des tortures pendant un 2<sup>e</sup> cycle d'interrogatoires. Mais quand ils entamèrent le 3<sup>e</sup>, je ne désirai plus que la mort le plus rapidement possible ».

Gorbatov donne quelques utiles précisions sur le régime du camp et la différence d'attitude des autorités à l'égard des criminels de droit commun et des prisonniers politiques (les « ennemis du peuple »). Ainsi, dans ce passage : « les gardes guidés par les gardiens-chefs, se conduisaient parfaitement bien avec les criminels, flattaient leur goût de la violence, et les uti-

lisaient pour ridiculiser les « ennemis du peuple ». Systématiquement, ils chargeaient ces « ennemis » des tâches les plus dures, alors que les « amis », c'est-à-dire les criminels, avaient droit aux travaux les plus légers ».

Voici la description d'une scène de travail au camp : « Sur les pentes des collines, en une ligne de presque deux miles et demi, des hommes exténués — ou plutôt des ombres — se traînent en tirant, bandent leurs dernières forces, pour haler des troncs d'arbre. Il est déjà dur de pousser du bois jusqu'au bas d'une colline, c'est plus difficile sur une plaine, mais remonter la moindre pente devient tout simplement impossible. Les hommes trébuchent, tombent, se relèvent, tombent encore... »

Et sur les camps de femmes : « ...Voici nos mères, nos femmes, nos sœurs et nos filles, la plupart condamnées comme parentes des « ennemis du peuple ». Si nous, nous n'étions coupables de rien, au moins étions-nous accusés de quelque chose, tandis que ces malheureuses femmes étaient seulement les victimes d'un despotisme cruel et sans bornes ».

### ● Les « traitres anti-staliniens ».

Les premières lueurs de vérité sur les années réglées par les lois criminelles du stalinisme, et sur la tragédie du peuple soviétique, posent un problème qu'on élude encore discrètement aujourd'hui. Ce problème est celui des hommes qui ont activement combattu contre Staline avant 1956 et qui avaient découvert la vérité sur la vie en Union Soviétique. Ces hommes sont toujours considérés comme

JEUDI 20 MAI :

François Brigneau  
François d'Orcival  
Dominique Venner

des criminels et des « traîtres », bien que tout ce qu'ils ont écrit pourrait maintenant être publié par les revues soviétiques.

C'est le cas, bien connu, de Ivan Solonyevich. En 1937, il s'échappa d'un camp de Sibérie, passa à l'Ouest et écrivit un important ouvrage : « *la Russie en camp de concentration* », qui répète exactement ce que précisaient les Mémoires de Gorbaïov et d'autres livres soviétiques sur les camps. Pourtant, Ivan Solonyevich est toujours considéré comme « traître au peuple soviétique, mercenaire capitaliste », etc...

En U.R.S.S., jusqu'à maintenant, l'attitude officielle à l'égard du stalinisme et des anti-staliniens a toujours été ambiguë. D'une part, le stalinisme est condamné comme criminel, mais d'autre part, les anti-staliniens sont condamnés de la même façon. Beaucoup de ceux qui furent emprisonnés dans les camps sont encore à absoudre. Les réhabilitations ont tout juste commencé.

### ● Les premiers camps sont soviétiques.

Il est symptomatique que la presse soviétique écrive de moins en moins sur les camps fascistes et nazis, afin d'éviter toute comparaison avec les camps soviétiques. On le comprend aisément. Les premiers « camps de la mort » ne furent pas créés par les Allemands, mais par les Soviétiques. En 1921, près d'Arkhangelsk, à 700 miles au Nord-Est de Moscou, ils fondèrent Holmogor, camp dont le seul but était l'extermination des prisonniers. Il dura de façon « satisfaisante » pendant de nombreuses années.

Même quant au génocide, Hitler eut bien des prédécesseurs. A la veille de la seconde Guerre Mondiale, de nombreux peuples des régions du long de la frontière turco-iranienne furent déportés au Nord de la Sibérie où, non habitués au froid, ils moururent comme des mouches. On comprend aisément pourquoi tant d'unités de l'Armée rouge, formées de Kalmoucks, de Tatars, de Circassiens et d'autres peuples minoritaires, désertèrent pour rejoindre le camp des « criminels hitlériens ».

Les mêmes raisons provoquèrent les désertions massives des Cosaques du Don, qui constituèrent l'armée cosaque anti-soviétique du

général Andreï A. Vlassov, appelée Armée de Libération Russe, phénomène unique dans l'histoire du peuple russe : pendant plus de 300 ans (1), les Cosaques avaient été le solide pilier de l'Etat russe et sa meilleure protection contre l'ennemi.

### ● Les chansons des rescapés.

Un soir, j'avais été convié à une soirée agréable dans les quartiers universitaires de Moscou. On chantait des chansons (dont un grand nombre était composé par Bulat Okudzhava), on buvait et on jouait de la guitare. Bulat Okudzhava est peut-être aujourd'hui l'homme le plus connu de l'Union soviétique. Chansonnier moscovite, romancier et poète, il chante ses poèmes sur sa propre musique, en s'accompagnant à la guitare. Il est né en 1924 ; il fut volontaire au front durant la guerre. Son père fut abattu comme espion par les Japonais à l'époque des grandes purges, et sa mère resta prisonnière pendant 19 ans dans un « camp de femmes » de Sibérie.

Okudzhava a entièrement composé 90 chansons, la plupart satiriques. Il est impossible de les acheter en disques, « quelqu'un » ayant arrêté les enregistrements. Mais on les entend dans toute l'U.R.S.S. Elles circulent de ville en ville sur bande magnétique. Comme les magnétophones sont relativement bon marché, beaucoup les écoutent, surtout parmi les jeunes (...).

Cette soirée à l'Université fut une expérience mémorable. Nous fûmes rejoint par un jeune Sibérien, excellent chanteur et guitariste, et toute l'assistance reprit le refrain. Ce qui me toucha le plus furent ces chansons. J'ignorais qu'il existât de telles choses en Union soviétique.

J'entendis des chansons de prisonniers de camps, comiques, désespérés ou cyniques. C'était la Russie qui parlait à travers elles, la Russie de Tolstoï et de Dostoïevsky. J'écoutais de vraies mélodies, mais maladroites, parfois naïves, toujours tragiques. Ces chansons naquirent dans les abîmes de la férocité stalinienne, autour des feux de camp dans les bois, là où les prisonniers, épuisés après des journées de travail, malgré la misérable nourriture et les coups, se réchauffaient tous ensemble.

### ● Le souffle populaire.

On sent une ironie plaintive, et le cynisme, dans ces chansons, parce qu'en même temps que les prisonniers souffraient dans les camps, ils étaient forcés tous les jours d'écouter la radio gouvernementale. Elle leur répétait constamment que l'U.R.S.S., la première patrie du socialisme, était vraiment la meilleure des patries, celle des travailleurs et surtout celle de la liberté.

Il est bien d'autres chansons aussi, la plupart encore inconnues du grand public. C'est seulement récemment que des hommes ont osé les chanter. Les étudiants sont toujours les premiers à le faire. Quelqu'un écrira-t-il le texte de ces chansons inconnues, où n'en parlera-t-on que lorsque tout cela deviendra de l'histoire ancienne, dénuée d'intérêt ?

J'ai eu la chance d'être sans doute la première personne qui ait enregistré une vingtaine de ces chansons sur bande magnétique (des étudiants m'aidèrent aimablement), et les ai ramenées en Yougoslavie avec moi. Les chansons sont certainement les créations les plus significatives de notre époque. On comprend donc qu'elles viennent de Russie.

Les années de camps de concentration soviétiques ont donné un terrain fertile aux créations poétiques populaires, les seules formes de création possibles dans de telles conditions. Elles seront sans aucun doute chantées pendant un siècle entier.

Mihajlo MIHAJLOV.

**Mihajlo Mihajlov a dit ce qu'il avait vu et entendu. Mais en 1965, la vérité n'a toujours pas droit de cité derrière le rideau de fer. Mihajlo Mihajlov, pour avoir écrit « Moscou. Été 1964 », a été arrêté sur demande personnelle de M. Tito. Accusé de « diffamation envers l'Union Soviétique », il est actuellement emprisonné. Son procès devait avoir lieu le 29 avril 1965. Il risquait trois années de prison.**

(1) Voir l'excellent ouvrage « Les Cosaques de Hitler » d'Erich Kern (Collection « Action »).

# JEANNE INCONNUE

par

Louis  
ROSSEL

**L**e 28 mai 1871, la Commune de Paris est écrasée. Les Versaillais entrent dans la ville. Ils épurent avec férocité. Le parti du coffre-fort contre le parti de la Nation. Quelques jours après l'effondrement, le colonel Louis Rossel, polytechnicien, chef d'Etat-Major de la Commune, est arrêté.

Il sait qu'il va mourir. Il doit transmettre ce qu'il porte en lui. Il couche sur le papier quelques réflexions sur Jeanne. Les réflexions d'un frère d'armes. Louis Rossel envie le destin du jeune chef de guerre qui communiqua sa foi au peuple, s'imposa aux capitaines, emporta les batailles. De Jeanne, il connaît la volonté embrasée et le martyr. Le 28 novembre 1871, Louis Rossel, notre camarade, est fusillé dans les fossés du fort de Satory. Il a 27 ans.

C'est pourquoi, sans doute, rien d'aussi dense, d'aussi direct n'a été écrit sur Jeanne. La voici débarrassée d'un demi-siècle de morale bien pensante. La voici restituée à elle-même.

**J**EANNE d'Arc est un grand général, toutes les fois qu'elle décide seule et librement soit d'un mouvement, soit d'une action, elle agit avec une sagesse qui n'appartient qu'au génie. Son idée est non seulement conforme aux règles de la guerre, mais supérieure à ces règles, comme sont parfois les conceptions des grands capitaines. Allant délivrer Orléans, elle délibère de marcher par la Beauce, mais ses lieutenants, abusant de son ignorance des localités, la conduisent par la Sologne, ce qui était de tout point une faute. Dans sa marche sur Reims, elle ne s'amuse pas à assiéger les grosses villes, comme auraient fait les conseillers du roi : elle pénètre d'autorité dans le Conseil, fait prévaloir son opinion, puis, profitant de l'hésitation des villes, elles les intimide par les préparatifs d'une attaque de vive force, et les enlève. Tout général médiocre se serait arrêté.

Cette marche même sur Reims, sous le prétexte du sacre du roi, est une remarquable conception stratégique. Cette marche portait en effet l'armée du roi entre la France anglaise et la Bourgogne, interceptant ainsi les communications entre Paris et les principaux Etats du Bourguignon. C'était un moyen assuré d'inquiéter et d'affaiblir le moins acharné de nos adversaires, de lui rendre la guerre plus difficile et moins fructueuse. Ainsi le roi devenait maître d'une grande route qui coupe transversalement le bassin de la Seine ; il n'est pas douteux que ce résultat n'ait eu, à la longue, une influence décisive sur le retour du duc de Bourgogne au parti français.

De Reims, l'armée royale menaçait également, d'une part les Etats de Bourgogne et de l'autre les possessions des Anglais. Jeanne choisit la marche qui devait procurer les résultats les plus décisifs : elle se porte sur Paris et l'attaque du côté du nord, de manière à se trouver entre Paris et les principales places d'armes des Anglais, Rouen et Calais. Ainsi, sa première opération offensive la porte sur la ligne de communication des Bourguignons, qu'elle intercepte, et sa seconde opération, sur la ligne de communication des Anglais. Là finit la partie la plus importante de la carrière de Jeanne ; d'autres conseils avaient définitivement prévalu sur

l'esprit du roi, qui empêcha positivement le succès après l'avoir vingt fois compromis par sa paresse et son indécision. Jeanne ne fut plus, après cela, qu'un chef de bande comme les autres capitaines qui combattaient pour la France, mais ses préoccupations restèrent dirigées vers le même plan, et lorsqu'elle fut prise, elle défendait ces villes situées à l'est de Paris et dont la perte aurait entraîné leur rattachement aux Etats de nos adversaires.

Il y a une révolution dans le commandement des armées entre Duguesclin et Jeanne d'Arc : avant elle, la première qualité d'un chef de guerre en France était la prouesse, la force physique ; Jeanne d'Arc, au contraire, quoique ayant pris soin de s'instruire dans l'escrime et l'équitation, ne versait jamais le sang. Elle était au plus fort du danger et s'occupait seulement de donner des ordres et d'encourager les soldats. Il ne paraît pas que son sang-froid se soit jamais démenti : blessée, elle s'asseyait et continuait à donner des ordres, ou revenait après s'être fait panser.

**E**LLE possédait certainement cet ensemble de hautes facultés intellectuelles et morales qui constituent le génie. Ses réponses aux juges de Rouen témoignent d'une hauteur d'intelligence qui ne faiblit point à travers toutes les complications du procès ; seulement la pauvre fille était vraiment martyrisée dans sa prison. On ne songe pas sans douleur à l'amertume de cette captivité et aux outrages dont était abreuvée une fille simple, douce, sage, et qui avait fait preuve pendant son séjour aux armées d'une véritable délicatesse de mœurs et de sentiments. Je ne sais pas jusqu'à quel point n'a pas été poussée la brutalité de ses gardiens et de leurs chefs.

Le génie de Jeanne d'Arc était précisément celui qui convient à l'homme de guerre. Elle avait l'audace, la décision, l'à-propos. On ne s'étonne pas de trouver ces qualités dans Condé à vingt-deux ans ; il n'est pas plus étonnant de les trouver dans Jeanne.

Reste le merveilleux de ses connaissances militaires, de sa voca-

tion, de ses inspirations mystiques.

En ce qui concerne ses connaissances militaires, il faut considérer d'abord que l'enclave champenoise où se trouve Domrémy était, par sa situation géographique autant que par sa condition politique, un pays fréquenté par les troupes de passage des différents partis, et où la connaissance des événements militaires, de l'importance des villes de guerre, de leurs distances, était plus répandue que dans les autres pays. Encore aujourd'hui, il n'y a pas d'invasion où le pays de Neufchâteau ne soit inondé de troupes. Le patriotisme est plus fort dans une province frontière que dans l'intérieur d'un empire ; à plus forte raison devait-il être exalté dans un canton enclavé au milieu de possessions ennemies.

On sait aussi que Jeanne, dès son enfance, avait coutume d'écouter les longs récits d'un vieux soldat retiré à Domrémy, et se plaisait à entendre ce qu'il lui contait de la guerre. Sans doute il y a peu de vieux soldats dont la conversation soit propre à former des généraux ; cependant, je suis tenté de croire que celui-là était un homme sage, connaissant son métier, sachant raisonner sur les événements dont il avait été témoin et sur ceux que lui apprenait la renommée, aimant son pays et souffrant de l'état d'abjection où il le voyait réduit. Nul doute que son influence ait contribué à la vocation de Jeanne d'Arc.

Ainsi je suppose que Jeanne était une enfant intelligente et sensible, pieuse, cela va sans dire, et qui s'exaltait en même temps qu'elle s'instruisait, en écoutant le récit de nos guerres malheureuses. Lorsqu'elle arriva peu à peu à critiquer sainement, à juger, à prévoir avec justesse le résultat des opérations qui s'exécutaient, elle ne put attribuer qu'à une intervention miraculeuse cette faculté acquise par la méditation et une préoccupation constante. Elle ne distingua pas non plus cette faculté de sa mise en œuvre, et ne put pas songer que ce don merveilleux dont son esprit était obsédé pût demeurer stérile ; de là sa vocation.

Un berger peut devenir astronome, calculateur, géomètre ; il y a aussi des bergers qui sont devenus capitaines et fondateurs d'empires. Moïse gardait les troupeaux dans le désert lorsqu'il reçut la vocation

de délivrer le peuple hébreu. David, Romulus, étaient bergers. A la vérité, il est moins ordinaire de voir une bergère devenir une héroïne, mais Jeanne, avec toutes les vertus et les délicatesses de la femme, n'en avait ni les séductions ni les infirmités. Quoique belle et bien faite, à ce qu'il paraît, elle inspirait la confiance, le respect, l'enthousiasme, elle n'inspirait pas l'amour. Les poètes qui ont fait Jeanne amoureuse ne l'ont pas comprise. Dans ce cœur, tout grand qu'il était, il n'y avait pas de place pour un sentiment personnel.

**Q**UAND aux apparitions des saintes patronnes de Jeanne, à ses voix, comme elle disait, je ne puis pas non plus y voir un miracle, ni aucune illusion surnaturelle. Après le démon de Socrate, je suis disposé à admettre sans conteste et sans étonnement toute sorte d'esprit familier... chez les autres. C'est un fait, voilà tout, c'est un fait inexplicable, mais dûment constaté et assez fréquent. On peut dire qu'il y a hallucination, on peut même dire qu'il y a folie, s'il peut y avoir folie sans que les aptitudes intellectuelles soient lésées et sans que leur application soit pervertie. Il y a une aberration qui consiste à attribuer à un agent extérieur certaines des opérations de notre esprit ; c'est une perversion

de la notion de causalité. On sait qu'il y a au contraire des fous, de vrais fous qu'une aberration contraire conduit à se croire la cause de toutes choses.

A propos des visions de Jeanne d'Arc, je ferai seulement deux remarques : l'une, c'est que chez les personnes d'une imagination vive, la méditation intime tend à prendre la forme dialoguée. Cela fait comprendre comment un esprit sage et connaissant la faiblesse de nos moyens d'investigation peut être prédisposé, lorsque le sens intime lui révèle quelque vérité éclatante et féconde, à attribuer cette révélation à une cause étrangère.

L'autre remarque est celle-ci : on trouve parfois chez les esprits les plus élevés une tendance particulière à la superstition ; non pas tant chez les esprits spéculatifs qui ont tout loisir de ressasser la vérité, que chez les hommes d'action qui se trouvent obligés de prendre à un certain moment une décision irrévocable, et de se conduire, à partir de ce moment, comme si leur décision était la sagesse et la vérité mêmes. Ils ont besoin de prêter à leurs déterminations l'appui de la nécessité. De là vient que certains esprits profondément pratiques revêtent une apparence soit fataliste, soit mystique, que le vulgaire ne s'explique pas et qui est chez eux l'expression de cette belle et sereine confiance qui ne les abandonne jamais. César parle de sa fortune ; Napoléon de son étoile ; il prétend même qu'il la voit.

Au fond, Jeanne d'Arc n'est rien moins que mystique ; ses interrogatoires montrent un esprit profondément pratique, ferme, inébranlable. On cite encore d'elle telles paroles qui prouvent qu'elle n'avait aucune prétention aux dons surnaturels : les juges de Poitiers lui demandaient des miracles. « Je ne suis pas venue pour faire des miracles, répondait-elle, mais baillez-moi une armée et je délivrerai Orléans ». Plus tard, comme, dans une église, on lui présentait des enfants à toucher. « Touchez-les, dit-elle aux femmes dont elle avait soin de se faire toujours accompagner, touchez-les, cela fera le même effet ».

Louis Rossel.

## LA VERTU D'INSOLENCE

**« Dans un temps qui est un temps d'acceptation générale et de soumission, Jeanne nous propose, avec le sourire, la magnifique vertu d'insolence. Une jeune insolence. Il n'est pas de vertu dont nous ayons plus besoin aujourd'hui. Elle est un bien précieux qu'il ne faut pas laisser perdre : le faux respect des fausses vénération est le pire mal. Par un détour en apparence étrange, Jeanne nous apprend que l'insolence, est à la base de toute reconstitution ».**

Robert Brasillach.

Préface au « Procès de Jeanne d'Arc », écrite à 21 ans.

## EUROPE ACTION

vous propose un choix de cadeaux que vous ne trouverez ni chez « Hermès », ni au « Prisunic ». Ces cadeaux ont une signification. Vous aurez plus de joie à les offrir.

### 1 Foulard

Ces foulards sont en soie naturelle peinte à la main.

Trois motifs :

- pieds-noirs (blanc et noir),
- prisons (cerise et vert),
- 1<sup>er</sup> R.E.P. (vert et rouge).

(Le foulard : 40 F).

### 1 Photo

Grande photo (40 × 25) d'Alger, d'Oran ou de Bône.

(La photo : 12 F).

### 1 Disque

Le disque « Amnistie » composé de poèmes écrits par François le Cap en prison, préfacé par Michel de Saint-Pierre. Les droits sont versés aux détenus de l'île de Ré.

(45 tours : 10 F).

### 1 Livre

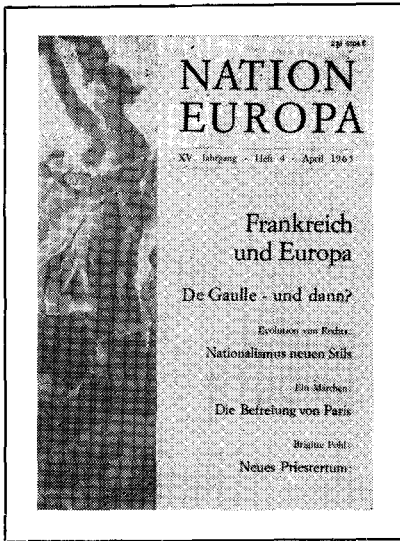
L'édition de luxe, reliée pleine toile des « Sept Couleurs », le merveilleux roman de Robert Brasillach (32 F).

Passez votre commande sans tarder à « Europe Action », 68, rue de Vaugirard, Paris VI<sup>e</sup> — C.C.P. Paris 21.684.41. Vous recevrez votre cadeau par retour du courrier.

# 30 Mai

# Fête des Mères





« Nation Europa » est la principale revue nationale allemande. Elle vient de consacrer son numéro d'avril à la France. Elle y réserve une place très importante à l'opposition nationale et au nouveau Nationalisme dont « Europe-Action » est l'expression. L'équipe « d'Europe-Action » tient à remercier Arthur Ehrhardt et ses collaborateurs pour l'effort de compréhension qui a permis la parfaite réussite de ce numéro. On sait que l'opposition nationale allemande n'avait pas compris la réalité du régime gaulliste, qu'elle assurait d'un soutien hors-nature. Nous avons abordé à plusieurs reprises cette question, afin de faire comprendre à nos amis allemands que De Gaulle n'était pas du tout le leader européen qu'ils espéraient. Ce numéro de « Nation Europa » nous permet de constater à quel point ces explications ont porté. Nous constatons également avec grande satisfaction que le contenu nouveau du Nationalisme a été parfaitement compris, comme le montre la traduction du passage, dont nous publions ici la traduction.

La revue allemande

« NATION EUROPA »

consacre une étude à Europe Action

Depuis 1963, paraît, à Paris, « Europe-Action », sous-titré : « revue nationaliste d'action européenne », qui se distingue des autres journaux nationalistes par ses articles objectifs, fondés sur une connaissance exacte de la réalité et une absence complète de toute polémique ou de ressentiments. « Europe-Action » est réalisé par de jeunes Français qui refusent absolument le romantisme de la conspiration. Ils ne préparent pas la dernière bataille. Ils préparent l'avenir.

Leur travail est inspiré par une vue positive de la société moderne. C'est pourquoi on trouve des articles sur les questions d'actualité politique à côté d'études historiques et idéologiques, d'excellentes analyses économiques. Ses derniers articles sont, pour la plupart publiés en collaboration avec le Centre d'Etudes pour une Economie Organique (CEPEO) et préconisent des solutions qu'en Allemagne nous ne devrions pas négliger. Des études ont notamment été consacrées au Marché Commun, à la politique des transports, à la collectivisation et au danger d'une colonisation par des investissements étrangers.

Constamment, ils dénoncent la menace, pour l'individu et la communauté, due à la pénétration des technocrates dans l'Administration et dans l'économie. Ceux-ci ne cessent d'accroître leur puissance. Sans mandat populaire, ils sont les véritables maîtres de la démocratie. L'équipe d'« Europe-Action » propose pour remède une « Economie Organique ».

Ils ont parfaitement vu l'influence des U.S.A. sur le destin de l'Europe. Des articles traitent les problèmes de l'Amérique d'une manière inhabituelle. Ils abordent également le problème des races et celui des structures politiques.

Ils apportent une importante contribution à la définition d'un nationalisme moderne. Ils répondent à toutes les questions que

pose la révolution nationaliste qui s'est levée entre les deux guerres, entraînant une rupture avec l'étroit nationalisme d'Etat. L'étatisme et le chauvinisme sont dépassés. L'apparition d'une spécificité nationale entraîne la défense de l'originalité des autres peuples.

Les nationalistes modernes ont laissé le chauvinisme aux démocrates.

L'éloignement de nos amis français d'un nationalisme d'Etat jacobin est d'autant plus important, que l'on a tendance, dans les pays latins, à lier l'idée nationale à celle d'un Etat, tandis que la notion nouvelle est fondée sur la communauté de naissance. Cette différence apparaît notamment dans la question des « minorités ». Le nouveau nationalisme voit dans ce mot l'expression d'une valeur « libérale ». Les « nationaux » étatistes n'envisent que la suppression des autres peuples. En France, les Alsaciens, les Flamands, les Bretons et les Basques peuvent en fournir les tristes témoignages.

L'article « le régime contre les régions », de Guy Persac, dans Europe-Action N° 8/63, est d'un grand intérêt. Il traite justement ce problème. Il exprime la nécessité pour la France et pour toute l'Europe, d'un « régionalisme » capable d'endiguer la collectivisation. Pour le nationalisme populaire, la protection des provinces est une mesure vitale, car la suppression de ces entités serait le premier pas vers un mondialisme destructeur de toute personnalité et de toute liberté.

« Nation Europa »  
est en vente à la

« Librairie de l'Amitié »  
Envoi franco contre  
2 F en timbres



# LES MILITANTS

## L'ennemi N° 1 des progressistes

Les « Volontaires » ont des raisons d'être fiers. Il ne se passe pas de semaine qu'Europe Action ne soit injurié par une feuille du régime. Nous battons tous les records des attaques. Nous sommes l'ennemi n° 1. Aux articles de journaux s'ajoutent des « poulets » courageusement anonymes, spécialisés dans la délation, le dénigrement, la calomnie. Nous attendons encore, et nous attendrons longtemps une critique de nos idées. Ces bons esprits ne s'y risquent pas. Ils préfèrent l'insulte gratuite. Les risques sont moindre. Cette fois, nous avons les honneurs du journal communiste « Droit et Liberté » du 15 avril 1965. A tout seigneur tout honneur. Nous ne pouvons résister au plaisir de vous en montrer les principaux passages :

« Parmi les phénomènes qu'engendre la candidature de Tixier-Vignancour, le plus important est certainement la croissance de deux groupes qui constituent l'armature de ses comités et de sa campagne : Europe-Action étroitement imbriqué avec la Fédération des Etudiants Nationalistes.

« Europe-Action » c'était, au départ, un journal. Puis se sont créés des Comités de soutien d'Europe-Action, et dernièrement les Volontaires d'Europe-Action, véritables commandos de choc, prêts à tous les « coups durs ».

Les manifestations de Tixier-Vignancour à Paris et en Province, sont orchestrées aux différents stades — préparation, déroulement, puis organisation de comités — essentiellement par « Europe-Action ».

Ainsi, nous lisons dans un journal régional de l'Ouest, un communiqué où le Comité de Soutien d'Europe-Action « remercie tous ses militants et amis qui ont participé à la campagne préparatoire et à la bonne tenue du meeting de M<sup>e</sup> J.-L. Tixier-Vignancour », à Angers.

« Nos militants, poursuit-il, constituent le fer de lance de l'opposition nationale, dont ils appuient toutes les manifestations ».

Les derniers numéros d'Europe-Action font état de réunions publiques tenues par Dominique Venner, à la mairie d'Avignon, à Marseille, à Nice, à Nantes. Le sens général de ses interventions, Venner les résume clairement dans ce paragraphe d'Europe-Action.

« La décolonisation a inversé les rapports Blanc-homme de couleur.

Désormais, partout dans le monde, l'homme blanc est la victime. La chasse aux Blancs est ouverte. Les Blancs ont toujours tort. La conscience universelle ne s'émeut qu'à sens unique, et reste insensible au déferlement de haine et de violence anti-blanche. Ainsi les peuples blancs deviennent peu à peu des parias. L'aide aux sous-développés en fait des exploités. Leur position minoritaire dans le monde rend leur existence précaire. Leurs prêtres et leurs pasteurs prennent le parti de leurs assassins. Leurs dirigeants officiels se font les agents directs de cette gigantesque transformation qui porte en elle, aussi, les conditions d'un éveil et d'une révolution ».

« Droit et Liberté »  
15 Avril 1965



## PROMOTION DE SAINT-DENIS

**R**OGER Frey, ministre de l'Intérieur, vient de donner satisfaction au député communiste de St-Denis, Fernand Grenier : des poursuites seront engagées contre Europe Action, dès que possible. Les Volontaires d'Europe Action ont engagé la bataille qui chassera les communistes de Saint-Denis. Ceux-ci peuvent coller des affiches, appeler les gaulistes à leur secours, rien n'y fera. Mais il faut de nouveaux « Volontaires ». Vous qui ne connaissez pas encore notre action, prenez contact avec nous !

Nom ..... Prénom .....

Age ..... Profession .....

Adresse .....

.....

.....

Désire connaître le Comité d'Europe Action.  
A renvoyer : B.P. 20.05 Paris.

# LIVRES

## LE MARAIS VIET-NAMIEN

Hilaire du Berrier prévoit un retentissant échec des Etats-Unis dans leur politique en Extrême-Orient. Journaliste américain, correspondant de nombreux journaux anglais, viet-namiens et français, il connaît bien la politique étrangère de son pays. Il dit pourquoi il redoute cet échec. Le lobby progressiste et rooseveltien, qui domine dans la presse, les Universités, à la Maison Blanche au State Department, a voulu, après l'éviction souhaitée et préparée de la France en Indochine, après avoir joué à fond la carte Ho Chi Minh, s'appuyer sur les Diem, partisans d'une autocratie centralisatrice et égalitaire. Hilaire Du Berrier dénonce les incohérences et les contradictions successives d'une politique soutenue par le grand capital, Rockefeller notamment.

« Une croisade stupide, insensée, contre le colonialisme qui fut décidée d'un commun accord par Roosevelt et Staline à la conférence de Téhéran, nous enfonça profondément dans le bourbier de l'Indochine. Notre détermination à remplacer les alliés que nous chassions fit le reste. En Mars 1954, une attaque aérienne lancée de nos porte-avions aurait pu, en une heure, anéantir l'armée décimée d'Ho Chi Minh, sauver la garnison assiégée de Dien Bien Phu et changer le cours de l'histoire. Mais il existait un germe malheureux dans le corps de l'Amérique, qui aspirait à la victoire de l'Occident... Toutes les forces de la gauche américaine, de la Maison Blanche jusqu'au niveau le plus humble de

l'échelle sociale, sont mobilisées pour réduire au silence ceux qui voudraient faire entendre à l'Amérique la voix de la vérité ». Nous n'avions plus tellement l'habitude d'une telle lucidité.

### Fausse indépendance nationale

Henry Coston est un documentaliste minutieux. Il dénonce, dans son livre la mainmise des banques et des capitaux « La France à l'encan » (2), étrangers sur les différents secteurs de l'économie française. Des décrets ont été promulgués spéciale-

ment pour faciliter sa tâche d'envahissement du grand capital cosmopolite. Les précisions fournies, l'étendue de la documentation présentée, les chiffres cités, sont proprement ahurissants. Qui soupçonnait que 30 banques étrangères se partagent la domination de l'ensemble bancaire de notre pays ?

## LA BONNE AFRIQUE

J. Kestergat est correspondant au Congo de « La Libre Belgique ». Il a sillonné en tous sens, depuis 1958, les pays africains. Il essaie de démêler l'imbroglio congolais, de l'indépendance à la guerre civile (3). Luttés tribales, rivalités internes, influences extérieures, massacres des blancs. Il décrit sobrement ce qu'il a vu. Il a interviewé les différents rotelets congolais qui se disputaient le pouvoir. Il a suivi Tschombé dans toutes ses tournées, tant au Caire qu'à Léopoldville. En novembre 1964, il délivre Stanleyville avec la 5<sup>e</sup> brigade mécanisée de l'armée de Tschombé. Il a vu l'action des commandos européens. Il décrit l'arrivée des parachutistes belges survenant tout juste à temps pour sauver les otages des Simbas. Toutefois, partisan de Spaak et correspondant d'un journal très gouvernemental, il reflète le visible souci des politiciens socialistes et catholiques de ne point heurter la « conscience universelle ».

- (1) « L'échec américain au Viet-Nam vu par un américain ». — Traduction de J.R. Major — 1 vol. 315 p. — 18 F. — Editions « La Table Ronde » — Collection de « L'ordre du jour ».
- (2) « La France à l'encan » — Numéro spécial de « Lectures Françaises » — Henry Coston — 1 Vol. 175 p. — 12 F.
- (3) « Congo-Congo » — Jean Kestergat — Editions de « La Table Ronde », collection « L'ordre du jour ». — 1 vol. 195 p. 11,85 F.

## EUROPE ACTION

REVUE NATIONALISTE  
D'ACTION EUROPÉENNE  
68, rue de Vaugirard  
Paris, VI<sup>e</sup>. Tél. 226.76.06.

DIRECTEUR :  
Christian Poinsignon

RÉDACTEUR EN CHEF :  
Dominique Venner

COMITÉ DE RÉDACTION  
Pierre d'Arrière, Coral,  
Jean Denipierre, Gilles Fournier,  
Pierre Hofstetter, Pierre Lamotte,  
Guy Lancelot, Fabrice Laroche,  
François d'Orcival, Guy Persac

CORRESPONDANTS :  
Allemagne :  
Wolfgang Silling  
Amérique Latine :  
Erwin Ratz  
Espagne :  
Antonio Bernardo  
Etats-Unis :  
Pietr Wilkinson  
Italie :  
Antonio Lombardo  
Portugal :  
Zarco M. Ferreira

## ABONNEMENT

Abonnement à la « Lettre hebdomadaire seule »... 30 F (étranger : 40 F.)  
Abonnement à la revue mensuelle seule... 20 F (étranger : 25 F.)  
Abonnements aux Cahiers trimestriels seuls... 20 F (étranger : 25 F.)  
**Abonnement complet : 60 F au lieu de 70 F.** (étranger : 75 F.)

## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à

« Europe-Action »  
68, rue de Vaugirard  
Paris-6<sup>e</sup>

Nom .....  
Prénom .....  
Age .....  
Profession .....  
Adresse .....  
Ville .....  
Département. ....  
Souscrit un abonnement :  
(1) ..... F.  
A partir du N° .....  
Et verse la somme de :  
..... F.

Par virement postal (2)  
Chèque bancaire (2)  
Mandat à CCP (2)

Libellé à l'ordre  
d'Europe-Action  
C.C.P. Paris 21.684.41  
(1) Hebdomadaire, mensuel,  
trimestriel, complet.  
(2) Rayer les mentions inu-  
tiles.

Directeur de la publication :  
Christian Poinsignon. — Imprimerie  
Dévé, Evreux. — Dépôt  
légal : mai 1965. Périodicité  
mensuelle.

**CLOTSEUL  
LOSELEC  
CHATAIGNE C<sup>IE</sup> F<sup>SE</sup>**

Les plus puissants du monde

LA CLÔTURE ÉLECTRIQUE

30 Rue Saint-Augustin, PARIS-2<sup>e</sup> - OPE. 68-45

# CARNET DE L'OPPOSITION NATIONALE

**Jean Mabire, Pierre Hofstetter et Gilles Fournier** ont signé des articles dans le dernier numéro de « **Défense de l'Occident** », la revue de **Maurice Bardèche**. On peut se procurer ce numéro à la Librairie de l'Amitié.

L'Association des Amis de **Robert Brasillach** publie un livre d'hommages sous la direction de **M. Pierre Favre**, Président de l'Association. Un grand nombre d'écrivains de talent, de **Marcel Aymé** à **Jean Paulhan** y ont collaboré. On peut encore souscrire (Case St-François 1214, Lausanne, Suisse).

Un nouveau journal de Rapatriés est en voie de prendre une grande influence. Il s'agit de « **La Flamme du Rapatrié** ». 47, avenue Félix Faure, Valence, Drôme. Dans le numéro d'avril 1965 on peut lire un article de **Georges Glatz** consacré aux Français qui ont choisi la coopération avec le F.L.N. en Algérie. Ce numéro a reproduit également l'article de **Pierre d'Ar-**

**rière** sur « la croisade de l'absurdité ».

Le **Secours de France** animé par **Clara Lanzi** a lancé un appel du **général de Monsabert** afin d'apporter un réconfort aux prisonniers politiques à l'occasion de Pâques. Grâce à son action incessante le **Secours de France** jouit d'une confiance inégalée dans les prisons (9, rue Bernoulli, Paris (8<sup>e</sup>) — C.C.P. Paris 1659011).

Le **Charivari** annonce son retour à une périodicité mensuelle. Il aura désormais 24 pages en attendant une importante amélioration qui lui sera apportée en octobre.

Le 7 mai à 19 heures l'Association des **Combattants de l'Union Française** organise une manifestation du souvenir, à la mémoire des soldats qui tombèrent à **Dien-Bien-Phu**.

Les détenus politiques et le **Secours de France** invitent les lecteurs d'Europe Action à l'exposition-vente de leurs œuvres réalisées

en prison, qui aura lieu les mercredi 12 et jeudi 13 mai, de 10 h. à 21 h., à la « **Librairie de l'Amitié** » (32, rue Cassette, Paris 6<sup>e</sup>).

Organisé sous le patronage du **S.P.E.S.** le **Gala de l'Espérance** donne « **Antigone** » d'**Anouilh** le 3 mai à **Toulon**, le 4 mai à **Marseille**, 5 mai à **Annecy**, le 8 mai à **Pau**.

**Découvertes** est une revue exceptionnelle. Publiée au Portugal en langue française, elle apporte chaque mois une abondante démystification des balivernes progressistes. Son Directeur est l'écrivain **Jean Haupt**. Spécimen sur demande : Rua Artilharia Um 48 — 1<sup>o</sup> — Dt — Lisbonne.

Le 11 avril, les prisonniers politiques de l'île de **Ré** se sont recueillis en souvenir du **commandant Bazin** tué dans l'Ouarsenis à la tête d'un commando de l'O.A.S. en 1962.

Dans le dernier numéro des « **Cahiers Universitaires** », on lira l'in-

terview de **Gabriel Matzneff** par **François d'Orcival**, l'article de **Serge Dallens** sur les bandes dessinées, l'étude de **Fabrice Laroche** sur les techniques d'ahurissement, et une masse d'échos sur l'action nationaliste au Quartier Latin. Ce numéro est en vente à la **Librairie de l'Amitié** (1 F).

**Jean-Louis Tixier-Vignancour** parlera le 9 mai à **Montpellier**, le 13 à **Grenoble**, le 14 à **Nice**; le 15 à **Toulon**, le 20 à **Clermont-Ferrand**, le 21 à **Saint-Etienne**, le 27 à **Barben-tane**, le 28 à **Ajaccio**, le 29 à **Bastia**. **Jean-Marie le Pen** parlera le 12 mai aux jeunes de **Lyon**.

**TV-Demain**, l'organe de **Tixier-Vignancour**, se transforme. Son format grandit, sa présentation s'améliore notamment. On a pu lire avec plaisir dans le numéro de Mai plusieurs articles, dont le leader de **TV**, brisant avec la droite bourgeoise et s'adressant aux travailleurs (19, bd Sébastopol, Paris).

## BEN BELLA A PARIS !

Grande réunion de protestation organisée par le Comité de soutien d'Europe Action

le Jeudi 20 Mai à 21 h. - Grande Salle de la Mutualité

(7, rue St-Victor — Paris VI<sup>e</sup>)

avec

**François Brigneau**

**François d'Orcival**

**Dominique Venner**

# EUROPE ACTION

N° 29 MAI 1965 - 2 F



« IL EST BON DE RISQUER SA VIE DANS L'INSOLENCIE  
LORSQU'ON N'AIME QUE LES VRAIES GRANDEURS »

**Robert Brasillach**

*Préface au « Procès de Jeanne d'Arc »*